CAHIER C

IDÉES
Les cocus conservateurs
Page C 5

SCIENCES
La révolution textile
Page C 6

PERSPECTIVES

«Ce que les gens souhaiteraient avoir comme leader est difficile à atteindre parce que les attentes sont souvent contradictoires»

Stephen Harper

CHRIS WATTIE REUTERS

« Ça prend donc beaucoup de courage pour exercer un vrai leadership et affronter les problèmes réels »

Une question de leadership ?

De tous les enjeux de cette campagne, celui du leadership a été un des plus déterminants dans le choix des électeurs, en particulier au Canada anglais. Entre Stéphane Dion et Stephen Harper, le choix a été clair. Pourtant, chacun avait ses faiblesses. Quels sont alors les attributs associés à ce leadership que tout le monde dit rechercher chez un politicien?

MANON CORNELLIER

Quelques semaines à peine après l'élection de Stéphane Dion à la tête du Parti libéral du Canada (PLC), le Parti conservateur se lançait dans une campagne publicitaire le dépeignant à gros traits comme un leader faible et indécis. L'ébauche tracée, le PC s'est assuré, au fil des mois, de la retoucher avec ardeur, aidé en cela par les hésitations du chef libéral à défaire le gouvernement minoritaire de Stephen Harper. Le 7 septembre dernier, au moment du déclenchement des élections, Stéphane Dion en était réduit à faire appel aux citoyens pour qu'ils le découvrent enfin tel qu'il était.

Le vent n'a pas tourné pour autant pour Stéphane Dion, mais Stephen Harper n'a pas arraché la majorité qu'il espérait non plus, même s'il faisait face à un leader jugé généralement faible. Il semble que quelque chose directement lié à son style de leadership l'ait freiné. En voici un indice. À mi-campagne, 55 % des 1013 répondants à un sondage Ipsos-Reid se disaient d'accord pour affirmer que *«Stephen Harper est peut-être un leader fort, mais il n'est pas le genre de leader avec lequel je suis à l'aise»*.

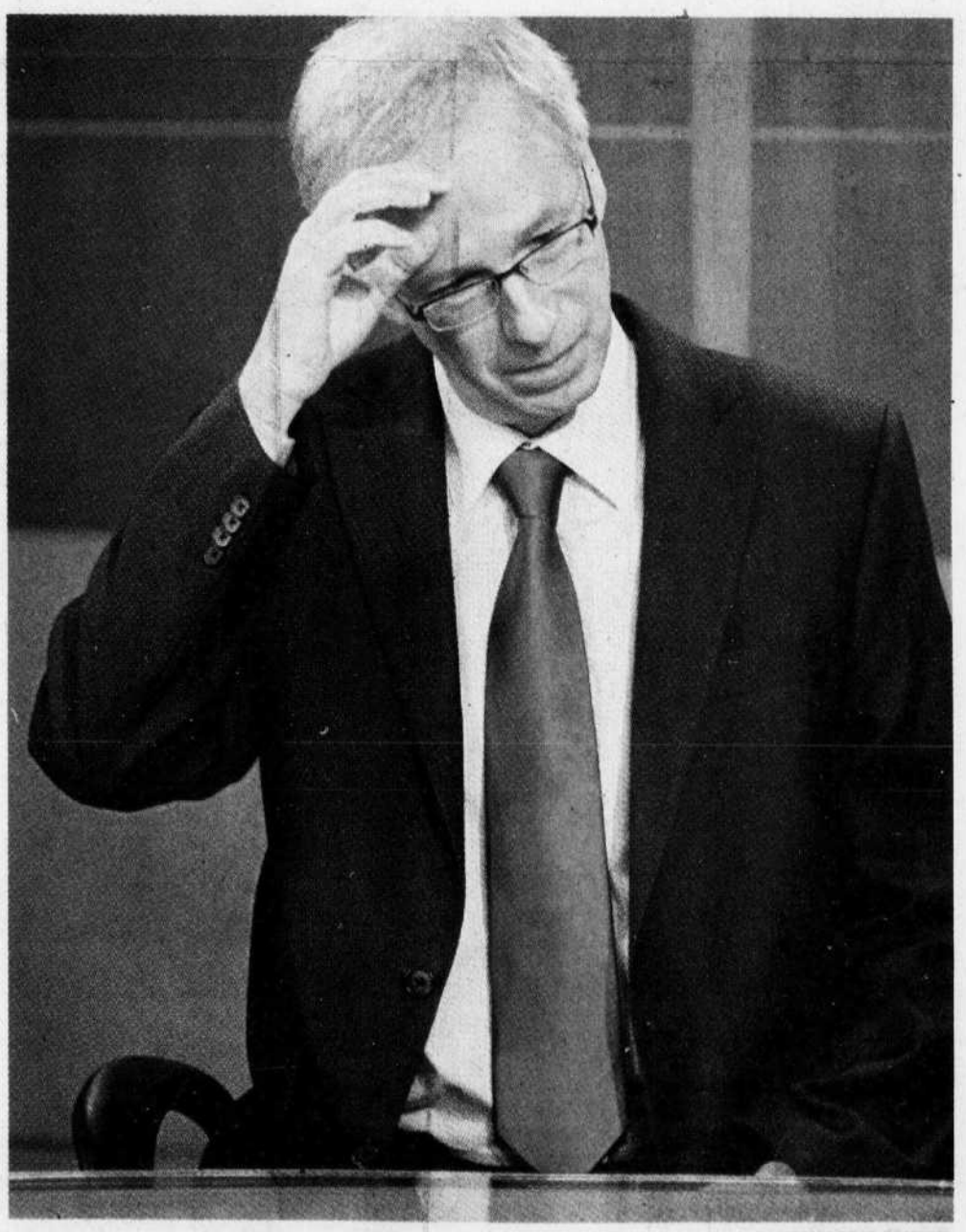
«Ce que les gens souhaiteraient avoir comme leader est difficile à atteindre parce que les attentes sont souvent contradictoires», relève Catherine Côté, politologue à l'Université d'Ottawa. Le leader idéal, résume-t-elle, doit être avant tout compétent et expérimenté. Il doit avoir du jugement, un grand sens des responsabilités et une capacité d'écoute et de compassion. *«Une faiblesse de Stephen Harper, comme on l'a vu lors des débats.»*

Le chef idéal doit être capable d'unir les forces de son parti afin de travailler vers un même but. *«À cet égard, Stéphane Dion n'a pas clairement montré qu'il y parvenait»*, poursuit Mme Côté. Enfin, le chef doit avoir la stature d'un chef d'État et faire preuve de passion et de charme.

Spécialiste en communication politique, Thierry Giasson réduit la liste des attributs recherchés à quatre: compétence, honnêteté, nouveauté et expérience. Le charisme vient appuyer la mise en valeur de ces qualités, mais même ce dernier peut prendre diverses formes, de la performance oratoire à une simple prestance et un certain bien-être dans les rapports avec les médias et les électeurs. Ce qui n'était pas le cas de MM. Dion et Harper, note le professeur au département d'information et de communication de l'Université Laval.

Et le contenu ?

Dans tout ceci, bien peu de place pour le contenu. Au contraire, les politiques servent à juger les qualités du chef, affirme M. Giasson. *«M. Harper, par exemple, projetait une image de leader fort, compétent, convaincu, mais il fallait pouvoir le juger sur quelque chose. Or, à la lumière des résultats, il semble que les indécis ont perçu le décalage entre l'offre et la réalité, son parti n'ayant pas présenté de programme avant la fin de la campagne.»*



Stéphane Dion

SHAUN BEST REUTERS

Catherine Côté croit que ce que le chef propose a son importance, mais la façon dont les campagnes sont menées et l'importance qu'occupe la télévision dans la diffusion du message font en sorte que la stratégie et les sondages occupent une très grande place. *«Les véritables enjeux ne sont pas seulement relégués au second plan, ils deviennent accessoires.»*

Cette attention portée à l'image a un effet pervers, car celle transmise par les médias, souvent seul point de contact entre le politicien et l'électeur, est rarement favorable. *«On montre les politiciens comme des personnes qui ne cherchent que le pouvoir, qui ne veulent pas vraiment changer les choses, qui sont âpres au gain. On finit par les voir comme les vendeurs d'un produit — le programme — et, comme ils se classent derniers dans les indices de confiance après les vendeurs de voitures d'occasion, on les juge sévèrement. Et si on est écœuré, on n'achète pas, c'est-à-dire qu'on ne vote pas»*, dit Mme Côté, qui espère assister à la fin de ce cycle.

En attendant, cependant, cela mène à des campagnes comme celle qui vient de se terminer, où l'électeur était sans cesse invité à voter contre et non pour quelqu'un. Stephen Harper en a été la cible privilégiée.

Harper l'emporte

Il ne s'en est pas mal sorti pour autant. Darrell Bricker, de la firme de sondage Ipsos-Reid, convient que Stephen Harper n'est pas un chef idéal et qu'il lui manquait une dose de compassion. *«Mais le chef conservateur commande le respect, davantage que tous les autres chefs en lice.»*

On est d'ailleurs forcé, à la lecture des résultats électoraux, de déduire que le jugement porté sur Stephen Harper est plus nuancé qu'il n'y paraît. S'il a perdu des appuis au Québec, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, il en a gagné partout ailleurs et en nombre important, relève Conrad Winn, sondeur et professeur à l'université Carleton. Selon lui, il s'agit d'une victoire. La vraie défaite, M. Harper l'a subie au Québec parce que, dit-il, il n'a pas su s'entourer d'un lieutenant capable de répondre systématiquement aux accusations du Bloc québécois.

Le sondeur Nik Nanos n'est pas non plus surpris de la performance conservatrice au Canada anglais. *«Le facteur le plus déterminant dans le jugement porté sur un chef est la fiabilité*, dit-il. *Les gens préfèrent généralement un chef dont la compétence, le comportement et la vision reflètent continuité et cohérence, même s'ils ne sont pas nécessairement d'accord avec tout ce que le chef met en avant. S'ils doivent choisir entre sincérité et fiabilité, ils opteront pour la fiabilité car cela leur permet d'avoir une idée de ce qui les attend.»*

Insuffisante confiance

Stéphane Dion, de son côté, n'a jamais pris les devants du concours de popularité. *«L'image créée par le PC après sa victoire à la direction du PLC n'a jamais vraiment changé. M. Dion n'a jamais eu de seconde chance de faire bonne impression»*, note Darrell Bricker. Même la publication de son programme n'a pas suscité le léger rebond qui suit généralement ce genre d'événement, a constaté Nik Nanos, dont la firme mesurait chaque jour l'indice de leadership des chefs, un indice composé des résultats obtenus au chapitre de la compétence, de la vision et de la confiance.

«Après les débats, la confiance à l'endroit de M. Dion a augmenté, alimentée par la grande sincérité qu'il dégageait, comparativement à Stephen Harper. Le problème est que cette qualité de M. Dion découle de sa personnalité alors que la fiabilité inspirée par M. Harper est associée à sa performance à la tête du gouvernement. C'est du connu et, en situation d'incertitude économique, les gens ont tendance à faire un choix pratique.» À son avis, le message de M. Harper en fin de campagne — *«fiabilité en période d'incertitude»* — a par conséquent porté, surtout au Canada anglais.

M. Dion a aussi été handicapé par la qualité de son anglais, notent tous les sondeurs. Il était incapable de captiver son auditoire, d'établir un lien émotionnel avec l'électorat anglophone, dit M. Bricker. Il paraissait par conséquent froid, entêté ou faible, selon l'occasion.

Son Tournant vert était une proposition audacieuse, mais l'impression laissée n'en a pas été une de courage mais d'entêtement, relève-t-il. Ironiquement, Stephen Harper a fait mieux sur l'indice du courage alors que ses promesses ne ciblaient que des problèmes à très court terme.

Le philosophe Daniel Weinstock, qui suit de près la campagne présidentielle américaine, constate que les gens sont attirés par des aspects superficiels de la personnalité des chefs. À son avis, un vrai bon leader *«a la capacité de voir au-delà des sondages et de la prochaine échéance électorale pour agir en fonction des intérêts réels de la population»*. Il souligne que beaucoup de problèmes politiques ne peuvent se résoudre en trois ou quatre ans, le cycle électoral habituel. *«Ça prend donc beaucoup de courage pour exercer un vrai leadership et affronter les problèmes réels.»* Or ce courage, estime le philosophe, est le deuxième ingrédient essentiel d'un leadership de qualité. À cette aune, Stéphane Dion trouve davantage grâce à ses yeux que Stephen Harper.

Tout cela est bien joli, mais encore faut-il être capable de communiquer cette vision. Selon M. Weinstock, il ne suffit pas d'être un bon orateur. Il faut des talents de communicateur qu'il résume à la capacité de *«rendre des choses complexes compréhensibles, de les traduire en images et analogies parlantes qui vont permettre aux gens de saisir l'esprit de l'idée défendue»*. *«Et c'est peut-être là que le bât blesse avec M. Dion»*, précise-t-il.

De l'avis de Daniel Weinstock, ni Stephen Harper ni Stéphane Dion ne sont de grands leaders, mais il préfère ce choix à celui entre deux mythes que doivent faire les Américains. Parlant du candidat démocrate Barack Obama, il dit: *«Tout le monde projette ses fantasmes et ses aspirations sur cet homme. Ce qui ne peut que mener à une déception.»*

Collaboratrice du Devoir

PERSPECTIVES

Les «gauchistes» avaient raison

GIL COURTEMANCHE

La Haye — En ces temps de tsunami économique mondial, les élections canadiennes n'ont pas fait les manchettes en Europe. Ici comme chez nous, pas besoin d'être grand clerc, on attribue les progrès des conservateurs à l'improbable chef que se sont donnés les libéraux. Mais, à lire de loin les journaux canadiens, j'ai l'impression que les gens ont la tête ailleurs et qu'ils considèrent ces élections comme une péripétie anodine dans les bouleversements mondiaux qui s'annoncent cette semaine.

Aux éditorialistes néo-libéraux de *La Presse* qui me qualifiaient de gauchiste primaire, je suis bien tenté de dire *«je vous l'avais bien dit»* et je le fais, en même temps que tous ceux — des économistes, des politologues, des observateurs — qui ont répété sans cesse depuis 25 ans: *«Le marché livré à lui-même est un monstre et nous avons besoin des gouvernements pour civiliser ses comportements et protéger les citoyens.»* Les «gauchistes» avaient raison.

Que disaient les «gauchistes» quand Reagan et Milton Friedman ont pris le pouvoir en 1980? Que la dérégulation des marchés financiers entraînerait la création d'un marché essentiellement spéculatif fondé sur des produits financiers virtuels créés précisément pour encourager la spéculation et l'appât du gain. Les «gauchistes» disaient que la transformation des marchés boursiers en agents d'une économie virtuelle, et non d'une économie fondée sur la production de bien et de services, provoquerait une course au profit immédiat, à des rendements toujours plus impressionnants. Les «gauchistes» disaient que les fusions dans le système financier mondial ne créaient pas de nouvelles richesses, que l'apparition des «hedge funds» constituait une bombe à retardement. Les «gauchistes» disaient qu'il ne fallait pas que les banques et les assureurs se lancent dans la course au risque pour le plaisir des actionnaires et des fonds institutionnels. Les «gauchistes» disaient que les banques étaient des services publics et qu'elles devaient être rigoureusement réglementées par les gouvernements. Ils disaient aussi que les gouvernements, dans le processus de mondialisation et de globalisation, avaient cessé de gouverner et ne devenaient que des greffiers de la finance mondiale. On riait des «gauchistes» dans les milieux bien de la rue Saint-Jacques.

◆ ◆ ◆

La réaction à la crise à Washington fut typiquement américaine. Paulson et ses deux adjoints, des anciens de la banque d'affaires Goldman Sach, curieux copinage historique dans ce pays, ont décidé de donner des sous aux banques pour qu'elles puissent continuer à fonctionner. Les citoyens américains assumeraient à travers leurs impôts les paris monstrueux effectués par ces banquiers joueurs de poker et, il faut le dire, bandits de grand chemin. Les marchés auraient dû se réjouir de cette manne de 700 milliards destinée à racheter tous les mauvais paris. Mais les marchés connaissaient très bien le cancer profond qui attaquait tout le système, et la confiance n'est pas revenue.

Il fallut que la Vieille Europe peuplée de gauchistes intervienne et montre le chemin. Les banques menacées de faillite étaient nationalisées, mises sous tutelle. Les gouvernements reprenaient leur rôle d'arbitre du bien commun. Bush et Paulson, étonnés, perplexes, abasourdis, se voyaient confrontés à un énorme dilemme américain, une tragique interrogation: nous qui avons toujours proclamé avec autant de certitude que Dieu existe et est tout-puissant, de même que le libre marché, nous les croisés du laisser-faire et du emportez tout, allons-nous devoir suivre l'exemple des «gauchistes»?

Et les Américains se sont mis à nationaliser en partie neuf de leurs plus importantes banques, se fermant les yeux, se pinçant le nez et se couvrant les oreilles comme les trois singes célèbres.

Jeudi, l'Europe a tracé le chemin à suivre. Après avoir injecté 1700 milliards EUR dans le système financier, l'Union européenne a dit clairement, par la bouche du président Sarkozy, que ce sauvetage n'était pas dépourvu de conditions. Ce n'était pas la mort du capitalisme, mais celle du modèle américain de capitalisme sauvage et débridé. Voilà le retour des gouvernements dans le jeu mondial économique, ce que la rapacité des marchés craignait le plus, mais que leur cupidité a entraîné. Tout est maintenant sur la table. Il faut de nouvelles règles mondiales, de nouveaux mécanismes de surveillance, il faut remettre en question le rôle des fonds spéculatifs, encadrer les activités des fonds souverains, revoir le rôle pernicieux des modes de rémunérations par bonus des «traders», lutter contre les paradis fiscaux, autrement dit, nettoyer les écuries d'Augias. Les «gauchistes» le disaient depuis des années, l'économie monétarisée est un bordel peuplé de putes qui ne pensent qu'au profit.

Et puis voilà que depuis deux semaines on reparle de l'économie réelle et qu'on s'en inquiète dans les médias. L'économie réelle, ce sont les emplois, les industries, les maisons, les familles, toutes ces entités qui ont été oubliées au profit de l'économie virtuelle, celle des marchés, des PDG qui font 100 millions par année. C'est le fracassant retour de la réalité dans l'univers virtuel des spéculateurs qui craignent que notre baisse de confiance n'entraîne une baisse de leur bonus. Curieusement, ces jours-ci, les néo-libéraux se taisent ou, pire encore, comme les profiteurs qu'ils sont, ils se plaignent sans complexes et sans honte des imperfections des interventions gouvernementales. Et Stéphane Dion va retourner à l'enseignement. Quelle semaine historique!

SHANNON STAPLETON REUTERS

Les spéculateurs s'en sont donné à cœur joie au cours des dernières années.

BOB STRONG REUTERS

«Combien de temps vais-je devoir attendre?», semble se dire cette Islandaise devant une banque en pleine tourmente financière.

L'Islande au bord du gouffre

Le surendettement des ménages, la taille démesurée des banques, l'imprévoyance et les erreurs de l'Institut d'émission ont acculé l'Islande, l'une des plus riches nations nordiques, à la quasi-faillite.

GÉRARD LEMARQUIS

Reykjavik — Un pays en faillite potentielle mendiant à l'étranger un financement à court terme, deux des trois grandes banques nationalisées en catastrophe, une inflation de 15 % et une monnaie, la couronne islandaise, qui, en un an, a perdu 60 % de sa valeur: telle est la situation actuelle de l'Islande. Comment a-t-on pu en arriver là? C'est la question que se pose l'Islandais moyen en ayant le sentiment de n'avoir participé en rien à cette piteuse équipée.

Cette crise qui terrasse l'Islande n'est pas franchement visible. Les grandes artères de Reykjavik sont embouteillées des mêmes somptueux 4x4 matin et soir. La forêt de grues est toujours là, surplombant des chantiers en panne. Là où devaient se construire un palais de la musique, un «World Trade Center», un hôtel de luxe de 400 chambres et le nouveau siège de la banque Landsbanki — en cessation de paiement et nationalisée depuis mardi 7 octobre au matin —, seule la salle de concert verra le jour. Mais Reykjavik reste à la fois calme et industrieuse, avec ses ciels de pluie fulgurants et son chômage inexistant.

Les banques islandaises sont récentes et leur histoire est une saga édifiante

Oui, comment en est-on arrivé là? L'Islande n'est pas un pays en voie de développement, c'est une société très moderne de 330 000 habitants, la plus riche des nations nordiques après la Norvège, qui caracole en tête de tous les palmarès internationaux. C'est un État de droit dont les institutions sont analogues à celles des pays scandinaves. Et pourtant, on en est arrivé là.

Il y a d'abord un problème intérieur qui n'est pas nouveau: les Islandais, depuis plusieurs générations, vivent à crédit, au-dessus de leurs moyens. Plusieurs générations l'ont fait depuis la guerre, c'est leur culture, et ils ont toujours payé leurs dettes au prix d'un deuxième, voire d'un troisième boulot. On a ici le sentiment de vivre quand on a de l'argent, c'est-à-dire quand on n'en a plus le temps. Mais ce n'est pas cela qui a ruiné l'Islande, même si les banques, caressant les Islandais dans le sens du poil, leur proposaient encore récemment de payer leur logement sur 40 ans sans apport personnel. Les jeunes couples qui ont été tentés le paient aujourd'hui chèrement: leur dette dépasse la valeur de leur bien immobilier. Les générations précédentes s'en sortent un peu mieux. Leurs retraites seront amputées, le premier ministre, Geir Haarde, l'a annoncé sans ambages lundi, car les fonds de pension possèdent un important portefeuille d'actions dans les banques en déroute.

La démesure

Mais, si le problème n'était qu'intérieur, la petite société islandaise aurait tôt fait de s'en remettre, tant les cycles de récession et d'expansion se mettent rapidement en marche dans une société aussi réduite. En fait, le problème est la taille démesurée des banques islandaises par rapport au pays et l'imprévoyance et les erreurs de la banque d'émission islandaise. Le premier ministre a révélé que les dettes des banques représentaient 12 fois le PNB de l'Islande. Il était temps que les Islandais, surpris, l'apprennent.

La troisième banque du pays, Glitnir, fut la première à ne pas pouvoir se refinancer. La nouvelle de sa nationalisation a ébranlé la confiance dans les filiales de la seconde banque, Landsbanki. Ses clients ont récupéré leurs avoirs en Grande-Bretagne dans un mouvement de panique, mettant la banque Landsbanki à genoux. En cessation de paiement, elle a été placée sous le contrôle des autorités financières. Et qui, pendant la crise, a donné l'impression de ne pas mesurer la situation? Qui, depuis des années, a évité de signaler l'excessif endettement des banques? Le directeur de la banque d'émission, M. David Oddsson, ancien premier ministre et président du Parti conservateur et qui continue en sous-main de tirer les ficelles de son parti, oubliant parfois qu'il n'est plus premier ministre.

Les banques islandaises sont récentes et leur histoire est une saga édifiante. Jadis, toutes les banques d'État, très nombreuses dans un aussi petit pays, ont fusionné. Il n'en est plus resté que trois, privatisées dans les années 90. Le schéma est jusqu'ici classique. Mais à qui confier le noyau dur de ces banques? Cruel dilemme et conflit d'intérêt: les riches repreneurs se sont avérés être des entrepreneurs qui, une fois devenus banquiers, se sont accordé des crédits avec une coupable libéralité.

Les deux banques, aujourd'hui nationalisées, ont des profils qui se ressemblent. Notons, pour les freudiens, que les entrepreneurs islandais sont soit des frères, soit une association père-fils.

L'homme d'affaires Björgólfur Gudmundsson, qui vient de perdre des dizaines de milliards de couronnes en trois jours, avait tenté d'ouvrir à la concurrence le transport de fret maritime en Islande. Acculé à la faillite, il émigra en Angleterre. Alcoolique repenti mais confiant dans l'avenir de la consommation d'alcool en Russie, il y créa une brasserie et introduisit à Saint-Pétersbourg la consommation des mélanges *«breezers»* vodka-soda. Bien gérée, l'entreprise prospéra et fut revendue à Heineken. «Gudmundsson Monte-Cristo», de retour en Islande, avait les moyens d'acquérir la Landsbanki avec l'argent russe. Mais le père et le fils se lancèrent dans la pharmacie et le téléphone en Europe de l'Est, puis dans une grande variété d'investissements pas toujours heureux en Grande-Bretagne. Le père, tel un oligarque russe, s'offrit un club de foot de première division britannique, West Ham, un rêve de gosse.

Johannes et Jón Ásgeir Jóhannesson, qui possédaient 31 % de la banque Glitnir, la première à être nationalisée, c'est aussi l'histoire d'un père et de son fils. Le père, épicier, lança une chaîne de supérettes «discount». Le fils a épousé l'héritière de la plus grande chaîne de supermarchés. Là aussi, une grande ambition glissa lentement vers la démesure. Au Danemark, leur société, après avoir investi massivement dans l'immobilier, lança un quotidien gratuit aujourd'hui disparu.

Leur situation financière en Grande-Bretagne là encore n'est guère plus brillante: seuls les petits pois congelés de marque Iceland font des bénéfices. Toutes les enseignes prestigieuses achetées au prix fort dans la mode, la joaillerie ou les jouets ne sont plus vendables. Bien qu'appauvri, le fils vole toujours en jet privé entre l'Islande et New York, où il réside.

Le 7 octobre, la banque d'émission a doté la couronne d'un taux fixe (130 couronnes pour un euro), et les Russes ont promis un prêt de 4 milliards EUR. Ce retour des Russes fait sourire ceux qui se souviennent de la Guerre Froide. Les Américains avaient alors une base de 4000 soldats, qu'ils ont désertée depuis pour des destinations plus chaudes, l'Islande étant un maillon essentiel de repérage des sous-marins soviétiques. Les Russes, à l'époque, courtisaient les Islandais et troquaient du pétrole contre des vêtements de laine et du hareng. L'Islande a perdu de son importance géopolitique, mais pourrait redevenir intéressante si la fonte des glaces polaires devait transformer le nord des côtes de la Sibérie en autoroute maritime.

Le Monde

Léger Marketing le plus précis

Jean-Marc Léger
Président
Léger Marketing

Christian Bourque
Vice-président
Léger Marketing

Léger Marketing a encore une fois présenté les résultats de sondage les plus précis au Québec lors des élections fédérales 2008.

Résultats Canada

	Sondage*	Résultats officiels
PC	36 %	38 %
PLC	27 %	26 %
NPD	20 %	18 %
BQ	8 %	10 %
PV	9 %	7 %

Résultats Québec

	Sondage*	Résultats officiels
BQ	37 %	38 %
PLC	24 %	24 %
PC	23 %	22 %
NPD	12 %	12 %
PV	4 %	4 %

* Sondage publié dans le Journal de Montréal, le Journal de Québec et le Calgary Herald le 11 octobre 2008. Marge d'erreur au Canada de +/- 2,6 % et marge d'erreur au Québec +/-3,4 %.

Léger Marketing, la plus importante firme de recherche marketing et sondages à propriété canadienne avec 650 employés répartis dans ses 10 bureaux nord-américains

Léger MARKETING

legermarketing.com

Montréal | Québec | Ottawa | Toronto | Winnipeg | Edmonton | Calgary | Philadelphie | Denver | Tampa

Les coulisses des débats présidentiels américains

Les partis dont sont issus Barack Obama et John McCain contrôlent ces événements télévisés dans leurs moindres détails

MARIE-CHRISTINE BONZOM

Washington — Le dernier face-à-face télévisé entre Barack Obama et John McCain s'est déroulé mardi soir. Les deux hommes qui briguent la succession de George Bush et la direction de la seule hyper-puissance se seront rencontrés pour trois débats présidentiels, et leurs colistiers respectifs, Joe Biden et Sarah Palin, pour un seul débat vice-présidentiel. Mais ces débats n'en sont pas vraiment tant les candidats et les partis dont sont issus Barack Obama et John McCain contrôlent ces événements télévisés dans leurs moindres détails.

La démocratie américaine souffre de l'extrême rigidité de son bipartisme. Cette rigidité extrême est étalée sous la lumière des projecteurs chaque fois qu'un débat télévisé a lieu. Pourtant, peu d'Américains savent à quel point les débats qu'ils regardent sont orchestrés par le Parti républicain et par le Parti démocrate, les formations qui contrôlent l'accès au pouvoir aux États-Unis et qui y alternent.

Les débats, présidentiels et vice-présidentiels, sont organisés par une entité qui s'intitule la Commission des débats présidentiels. Ce nom pourrait laisser penser qu'il s'agit d'une institution du gouvernement fédéral au service de l'intérêt public. Il n'en est rien. Cette commission est en effet un organisme privé, fondé en 1987 par les partis républicain et démocrate et dirigé par deux anciens chefs de ces partis.

«En tant que citoyen et politologue, je trouve bizarre que la Commission des débats présidentiels soit dirigée par les deux principaux partis», a déclaré au *Devoir* Morris Fiorina, professeur à l'université de Stanford en Californie et auteur de plusieurs ouvrages sur les partis politiques aux États-Unis.

Plus que *«bizarre»*, le pasteur et homme politique noir Jesse Jackson qualifie l'organisation des débats présidentiels de *«malsaine»* et *«fondamentalement anti-démocratique»*. Pour le légendaire journaliste américain Walter Cronkite, *«les débats font partie de la fraude inimaginable que sont devenues nos campagnes électorales»*. *«Les candidats ne participent aux débats qu'avec la garantie d'un format qui défie toute possibilité d'une riche discussion, et ils devraient être inculpés de sabotage contre le processus électoral»*, ajoute même l'ancien présentateur du téléjournal de CBS.

> ***« Les débats font partie de la fraude inimaginable que sont devenues nos campagnes électorales »***

À l'instar du financement des campagnes électorales des candidats des deux principaux partis, l'organisation des débats est l'occasion d'une collaboration étroite entre démocrates et républicains, d'un côté, et des milieux d'affaires, de l'autre. Il se trouve ainsi que, quand ils ne siègent pas à la Commission, ses deux dirigeants travaillent en tant que «lobbyistes» et émargent au budget communication de deux des groupes de pression les plus influents à Washington.

Le démocrate Paul Kirk est le représentant dans la capitale américaine des intérêts de l'industrie pharmaceutique. Quant à lui, le républicain Frank Fahrenkopf défend les intérêts des casinos de Las Vegas et des autres entreprises de l'industrie du jeu.

Au lieu d'être financés par l'argent des contribuables à travers une redevance ou par un consortium constitué par les chaînes américaines d'information radio ou télédiffusée qui les retransmettent, les débats sont, du reste, financés par les dons de grosses compagnies privées.

Plus troublant encore pour le processus démocratique: les débats font l'objet d'un contrat secret, négocié dans les moindres détails par les candidats des deux grands partis. Le contrat conclu par Barack Obama et John McCain, il y a plusieurs mois de cela, fait plus de 30 pages, mais ses clauses n'ont pas été divulguées.

Les contrats

Au fil des années, l'organisation non gouvernementale OpenDebates a réussi, mais toujours bien après les faits, à s'appuyer sur la loi relative à la liberté de l'information pour obtenir copie des contrats intervenus lors de campagnes présidentielles antérieures. Sur son site Internet, cette organisation met d'ailleurs à la disposition du public les contrats conclus en 1992 entre le père de George Bush et Bill Clinton, en 1996 par M. Clinton et Bob Dole, et en 2004 entre George Bush et John Kerry.

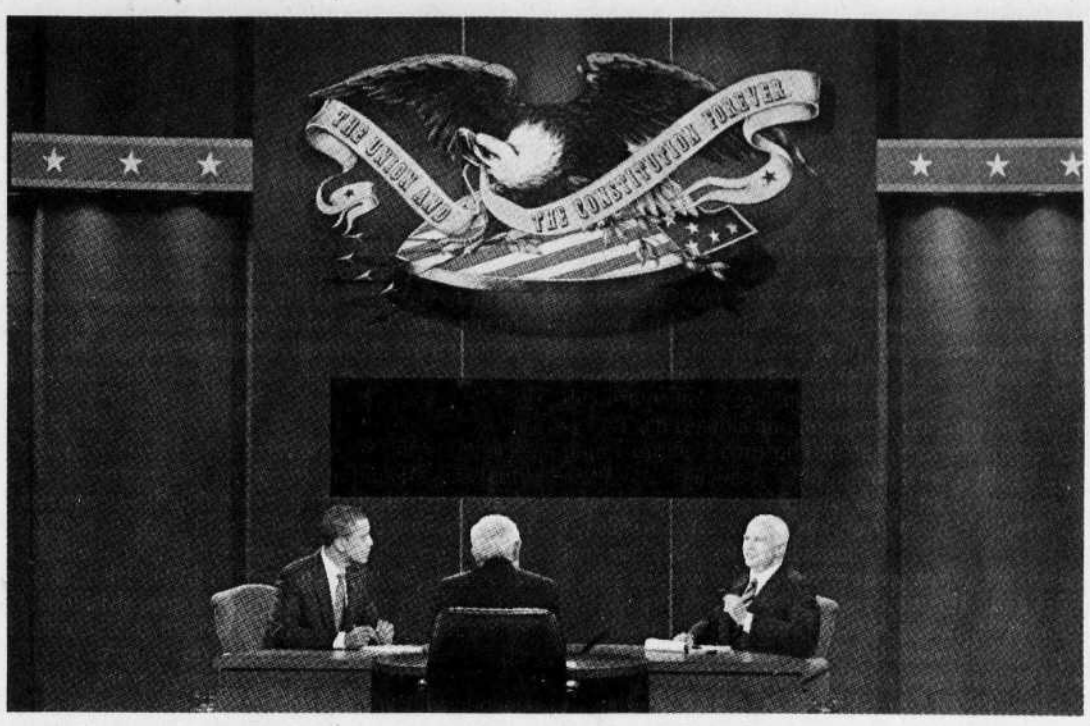
Au vu de ces contrats, le lecteur constate que ce sont bien les candidats des deux grands partis qui choisissent le nombre de débats, leurs dates, leurs lieux, le décor de chaque plateau télévisé, les thèmes sur lesquels portent les questions, le temps alloué pour y répondre ou pour engager une discussion, et le ou les journalistes qui posent les questions, sélectionnent les questions éventuelles des téléspectateurs et animent la soirée.

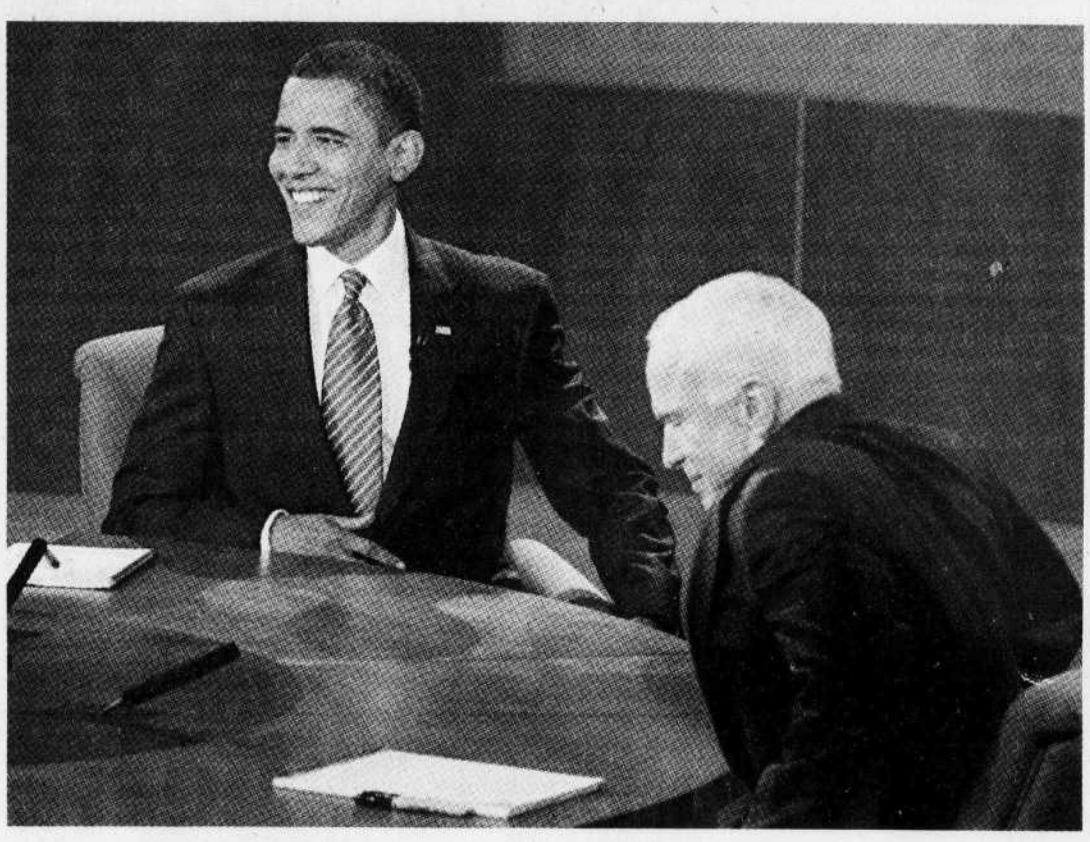
Surtout, ce sont les deux grands partis et leurs membres à la commission qui interdisent aux autres candidats à la présidence et à la vice-présidence des États-Unis de participer aux débats. Car, de la même manière que George Bush et Al Gore n'étaient pas les seuls candidats à la succession de Bill Clinton en l'an 2000, Barack Obama et John McCain ne sont pas les seuls prétendants à la succession de George Bush. Il y en a au moins quatre autres. Le candidat indépendant Ralph Nader et Cynthia McKinney du Parti des Verts qui, tous deux, se situent à gauche du Parti démocrate. Bob Barr du Parti libertarien et Chuck Baldwin du Parti de la Constitution qui, eux, se situent plutôt à droite.

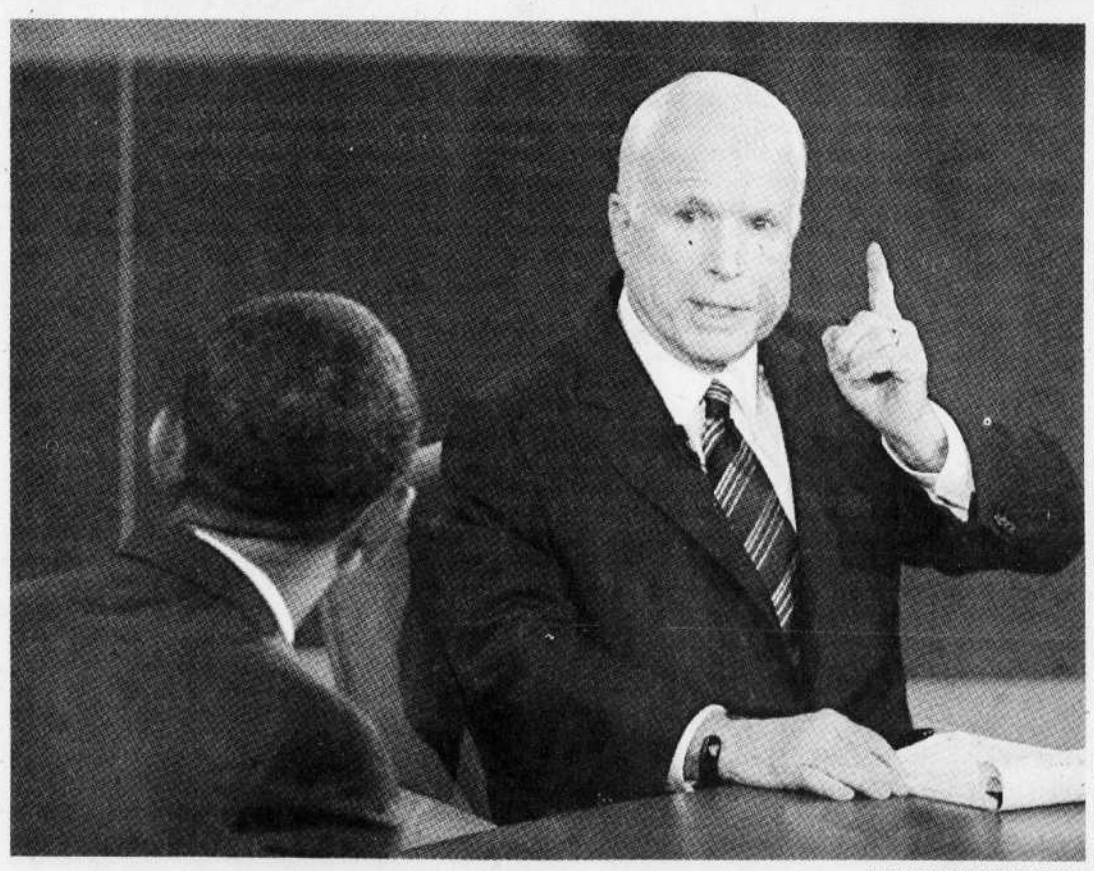
«Les partis républicain et démocrate, qui exercent un contrôle quasiment absolu sur les débats télévisés, se sont assurés depuis des années qu'aucune voix émanant d'un candidat indépendant ou d'un candidat issu d'un parti tiers ne puisse jamais se faire entendre sur les plateaux des débats et remettre en cause leur domination sur notre système politique», déplore George Farah, le directeur de OpenDebates.

Interpellés par une coalition d'organisations non gouvernementales, de gauche et de droite, qui les appelaient à élargir le débat de mardi soir à d'autres candidats, Barack Obama et John McCain se sont bornés à apporter un soutien moral à la cause de la transparence et se sont gardés d'ouvrir les portes de ce forum.

Or, l'absence de diversité sur les plateaux des débats télévisés montés par les grands partis et leurs amis à la Commission garantit aux téléspectateurs non seulement un ennui profond, mais également une sclérose du discours politique américain.







GARY HERSHORN REUTERS

Barack Obama et John McCain, mardi dernier, lors du dernier débat de la campagne.

Si d'autres candidats avaient été inclus cette année, la teneur des débats présidentiels et vice-présidentiels se serait ainsi avérée fort différente, notamment sur les deux dossiers considérables que devra gérer le prochain chef de la Maison-Blanche: la crise financière et la guerre.

La crise

En ce qui concerne la crise économique et financière — le dossier qui préoccupe le plus les électeurs américains —, Ralph Nader, la candidate des Verts, le candidat du Parti libertarien et celui du Parti de la Constitution sont tous opposés, pour des raisons à la fois similaires et distinctes, au plan de sauvetage de 700 milliards proposé dans la confusion par l'administration Bush et approuvé dans la précipitation par les élus du Congrès, en particulier par les sénateurs Barack Obama et John McCain.

De même, les quatre candidats alternatifs en question sont tous opposés, là encore pour des raisons à la fois semblables et différentes, à la poursuite de ce que Ralph Nader appelle *«l'occupation»* de l'Irak et à l'escalade militaire en Afghanistan prônée tant par Barack Obama que John McCain.

Au-delà de ces dossiers incontournables parce qu'à l'avant-plan de l'actualité, l'absence des candidats des partis tiers aux débats présidentiels a empêché la discussion, voire la simple mention, de problèmes cruciaux pour l'avenir de la société américaine, tels que la pauvreté, la peine de mort, les violations des libertés individuelles par le gouvernement et certaines entreprises privées dans le cadre du Patriot Act adopté dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, le sort de la prison de Guantánamo ou l'immigration clandestine.

Dans l'histoire des États-Unis, les candidats indépendants et ceux des partis tiers ont constitué une source majeure de progrès. *«Les partis tiers soulèvent des thèmes dont les deux grands partis ne parlent pas; ce fut le cas de Ross Perot qui, en 1992, souligna l'importance d'une discipline et d'un équilibre budgétaires et fut le dernier candidat d'un parti tiers à obtenir un très grand nombre de voix, près de 20 % des suffrages»*, indique la politologue Morris Fiorina.

Le Parti républicain, lui-même, est sorti des rangs pour s'imposer comme l'un des deux grands partis. *«Le Parti républicain était initialement un parti tiers dans les années 1850, quand il a placé la question de l'abolition de l'esclavage et d'autres dossiers à l'ordre du jour national»*, note M. Fiorina.

«Ce sont en fait les partis tiers, et non les grands partis, qui ont soutenu et qui sont responsables de l'abolition de l'esclavage, du droit de vote des femmes, de l'enseignement public, des indemnités-chômage, du salaire minimum ou des lois sur la protection des enfants au travail», poursuit George Farah, le directeur de OpenDebates

M. Farah demande donc aux partis républicain et démocrate de reconnaître la nécessité d'un discours ouvert pour l'évolution socio-politique de la nation. Son organisation réclame la dissolution de la Commission des débats présidentiels et son remplacement par une commission réellement citoyenne.

En attendant, un débat présidentiel alternatif se déroulera demain soir sur le campus de l'université Columbia à New York, en présence de Ralph Nader et Chuck Baldwin, notamment, et animé par Amy Goodman, la présentatrice de l'émission quotidienne de radio et télé *Democracy Now!* produit par le réseau communautaire Pacifica. Mais aucune des grandes chaînes de télévision américaines ne prévoit de le diffuser.

Collaboration spéciale

L'ingérence et l'indifférence

MICHEL DAVID

Tout le monde convient que Nicolas Sarkozy est un homme très occupé et qu'il doit l'être plus encore en ces temps de crise.

La presse française n'a cependant pas manquer de souligner avec quel enthousiasme le président français s'est lancé dans l'entreprise ambitieuse de *«refonder le capitalisme»*, qui le forcera malheureusement à écourter sa présence au Sommet de la Francophonie.

Le hasard faisant bien les choses, la crise financière qui secoue la planète a coïncidé avec l'accession de la France à la présidence de l'Union européenne. M. Sarkozy a donc trouvé là un magnifique exutoire à l'hyperactivité qui le caractérise. Plutôt que de jouer un rôle d'arbitre, comme c'est souvent le cas, il pourra réellement agir.

En outre, la crise le justifie de prendre certaines libertés avec les règles qui régissent le système politique français, en s'inspirant de l'article 16 de la Constitution de la Ve République qui, face à des événements exceptionnels, permet au président de prendre des *«mesures exigées par ces circonstances»*.

Bref, la crise offre à M. Sarkozy une occasion en or de redorer un quinquennat qui n'a pas été à la hauteur des attentes. Avec un tel enjeu à la clé, il semble que nous devrions nous estimer chanceux qu'il passe quelques heures à Québec plutôt que de *«chipoter»* sur la durée de son séjour.

Pour une fois que les chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie ont jugé utile de s'interroger sur l'avenir du français, l'absence de M. Sarkozy est sans doute déplorable, mais le plus américanophile des présidents français n'allait tout de même pas manquer un rendez-vous à Camp David pour si peu. George W. Bush est peut-être un *«canard boiteux»*, mais il porte des bottes de cow-boy.

◆ ◆ ◆

Diplomatie oblige, Jean Charest ne pouvait que se montrer compréhensif. D'ailleurs, en professionnel de la politique, il sait très bien qu'il serait presque criminel de laisser passer une aussi belle occasion. Il a donc laissé sa ministre de la Culture, Christine St-Pierre, dire ce que pense le commun des mortels: *«C'est un peu décevant.»*

L'ancienne ministre péquiste des Relations internationales, Louise Beaudoin, a condamné la décision de M. Sarkozy d'écourter son séjour, mais ce qu'on pense vraiment du président dans les cercles péquistes serait tout simplement impubliable.

Bien avant son élection à la présidence, ceux qui avaient eu l'occasion de le rencontrer en étaient rapidement arrivé à la conclusion qu'il voyait la question québécoise à travers les yeux de la famille Desmarais et qu'il ne fallait pas espérer le faire changer d'idée.

Hier, M. Sarkozy n'a rien fait pour apaiser leurs craintes. Malgré l'accent qu'il a mis sur les liens fraternels entre la France et le Québec, il a clairement laissé paraître sa préférence pour un Canada uni.

Dans le point de presse qu'il a donné à la citadelle, en compagnie de Stephen Harper, il a déclaré que le monde actuel n'avait surtout pas besoin de divisions additionnelles. L'allusion était très claire.

Dans son discours à l'Assemblée nationale, il a loué le Québec pour son *«refus du repliement sur soi»* et a parlé d'une nation québécoise *«au sein du grand peuple canadien»*, comme le disait la motion adoptée par la Chambre des communes. Assis dans les tribunes, M. Desmarais a certainement apprécié ses propos à leur juste valeur.

À Paris, on avait indiqué que la formule classique de la *«non-ingérence, non-indifférence»* traduisait mal la pensée de l'actuel président. En réalité, il semble voir les choses à l'opposé. À l'entendre hier, on avait plutôt une impression d'ingérence et d'indifférence.

◆ ◆ ◆

Dans une des réponses publiées aux questions écrites que lui avait adressées *La Presse*, M. Sarkozy laisse clairement entendre que, dans son esprit, *«l'époque des référendums sur la souveraineté au Québec»* est révolue. Si la nature de la relation entre la France et le Québec demeure la même, *«le contexte a changé»*, note-t-il.

Il est difficile de lui donner tort. Pourquoi la France entretiendrait-elle une querelle avec un vieil allié et un partenaire économique important comme le Canada alors qu'à deux reprises les Québécois eux-mêmes ont décidé de demeurer au sein de la fédération?

En réalité, les souverainistes devraient se réjouir que la présidence de M. Sarkozy coïncide avec le report d'un éventuel troisième référendum à une date indéterminée. Il y aurait un réel problème s'il était imminent, mais il y a de très fortes chances que M. Sarkozy soit à la retraite quand il aura lieu. Si jamais il a lieu.

La question constitutionnelle ne se limite cependant pas au choix entre le fédéralisme et la souveraineté. Même dans le cadre d'un Canada uni, l'affirmation de l'identité québécoise et la protection des champs de compétence que la Constitution reconnaît au Québec demeurent un combat permanent.

Depuis près d'un demi-siècle, la France a été son plus sûr allié. C'est grâce à elle qu'il a pu faire entendre sa voix sur la scène internationale, et le Sommet de la Francophonie demeure le seul grand forum auquel il a accès.

Même si la France a toujours privilégié les relations bilatérales, notamment avec ses anciennes colonies, les prédécesseurs de M. Sarkozy avaient accepté de jouer le jeu du multilatéralisme. En passant à Québec en coup de vent au Sommet de la Francophonie, M. Sarkozy l'a en quelque sorte dévalorisé.

Il faut certainement se réjouir du développement des relations économiques avec la France. Le nouvel accord sur les compétences professionnelles est une excellente nouvelle, mais c'est avant tout sur le plan politique que le Québec a besoin de la France. Malheureusement, M. Sarkozy semble indifférent à ce besoin.

REUTERS

Nicolas Sarkozy

ÉDITORIAL

Francophonie

Au-delà des discours

Le XIIe Sommet de la Francophonie s'est ouvert hier. Le choix de Québec comme ville-hôtesse voulait, en cette année des 400 ans du premier établissement français en Amérique du Nord, illustrer la capacité de résistance des francophones à l'uniformisation culturelle et linguistique. Au-delà de la symbolique du lieu, y aura-t-il à ce sommet l'expression d'une véritable volonté de défendre et de promouvoir activement cette langue et cette culture communes à quelque 150 millions de personnes parlant français à travers le monde?

Cette question ne manque pas de pertinence, car ceux qui ont suivi l'évolution de la Francophonie depuis le premier sommet tenu en 1986 doutent que tous les pays membres aient une telle volonté. L'Organisation internationale de la francophonie est devenue avec les années une petite ONU aux intérêts multiples. Notre collègue Christian Rioux qualifiait hier avec raison la rencontre de Québec de *«sommet de l'éparpillement»*, tant l'ordre du jour est varié.

La Francophonie étant une organisation politique, se retrouvent autour de la table des politiciens qui veulent aborder les sujets dont leur quotidien est fait. C'est le cas par exemple de la crise financière actuelle, dont il est pertinent de discuter à ce sommet dans une perspective Nord-Sud. Les pays du Sud en subiront les contrecoups même s'ils n'ont aucune responsabilité quant à ses causes. Ils auront moins de revenus d'exportations et moins d'investissements. Les programmes d'aide au développement risquent aussi de diminuer.

Les guerres, les famines, le réchauffement atmosphérique font partie des grands débats qui interpellent la planète tout entière, mais la Francophonie ne peut faire plus en ces matières qu'établir des solidarités. Il n'y a qu'un seul sujet où elle puisse par contre agir véritablement, c'est celui de la langue et de la culture. Sa raison d'être, sa mission, est là et il y a urgence qu'elle agisse. Nous le rappelle avec force cette décision prise cette semaine par le Rwanda de ne plus enseigner le français. Car, il faut le dire et le redire, l'avenir du français comme langue internationale se trouve en Afrique. Dans les pays francophones de ce continent, un enfant sur deux n'est pas scolarisé. Si plus d'enfants de cette région allaient à l'école, le français pourrait compter dans 20 ans sur quelques centaines de millions de locuteurs de plus. Les pays francophones du Nord doivent réagir. Ils doivent investir dans l'enseignement du français. Par solidarité, mais aussi par égoïsme. Leur avenir comme pays francophones est en cause.

BERNARD DESCÔTEAUX

Ce sommet de Québec se terminera dimanche par une discussion sur l'avenir du français langue internationale. Certains trouvent qu'on y consacre trop peu de temps. On jugera plutôt sur la force des engagements qui seront pris. Là-dessus, le passé a de quoi inquiéter. Les pays membres de la Francophonie ne sont pas tous exemplaires dans leur engagement à résister à la domination de l'anglais comme langue internationale et à promouvoir le pluralisme linguistique.

La France elle-même ne donne pas toujours le meilleur exemple. Le président Nicolas Sarkozy s'en confessait hier, regrettant que certains de ses compatriotes préfèrent l'anglais au français comme langue de travail. Son engagement personnel envers la Francophonie a même été mis en cause à certaines occasions, ce que pouvait confirmer le fait qu'il ne prenne pas la peine d'assister à ce sommet jusqu'à sa conclusion. Devant l'Assemblée nationale du Québec, il a voulu corriger le tir. Parlant tant de la relation privilégiée et fraternelle qui unit la France et le Québec que du rôle de la Francophonie, il a célébré la recherche de la diversité, qui ne peut que reposer sur l'identité des nations. Il a dit tout ce que les militants de la francophonie voulaient entendre sur la communauté de valeurs portée par une langue commune. Il a rassuré. Reste à voir maintenant au-delà des discours quels seront les engagements, les budgets, les politiques que l'on adoptera. C'est sur ça que par le passé la Francophonie a failli.

Conseil de la fédération

Chacun son rôle

Le premier ministre Jean Charest a convoqué ses homologues du Conseil de la fédération à une rencontre pour discuter d'économie, lundi, à Montréal. Il faut applaudir cette initiative qui précédera une autre rencontre promise par le premier ministre Harper et dont la date est inconnue. Dans la conjoncture actuelle, les provinces doivent faire front commun.

Les pressions seront fortes au cours des prochains mois pour que les provinces ouvrent les vannes bien au-delà de leurs prévisions actuelles de dépenses. Or, compte tenu de leur situation financière, peu d'entre elles sont en mesure de laisser leur dette grimper de façon importante pendant quelques années.

Dans le passé, les provinces ont toujours voulu jouer le même rôle qu'Ottawa en matière de politique économique. Malgré cela, l'impact est resté limité, pour ne pas dire à peu près nul. En fait, les provinces n'ont pas les outils économiques nécessaires pour jouer un rôle macroéconomique d'importance, encore moins depuis l'intégration au grand tout américain.

JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Ces outils sont entre les mains d'Ottawa, qui contrôle à la fois la politique monétaire et la politique fiscale. La décision récente du ministre Flaherty d'utiliser la SCHL pour fournir 25 milliards de liquidités aux banques, par exemple, ou celle, prévisible, de la Banque du Canada de réduire les taux d'intérêt la semaine prochaine, illustrent ces pouvoirs extraordinaires du gouvernement central.

Dans une fédération à pouvoirs partagés comme le Canada, on attend des provinces qu'elles rendent les services directs à la population, notamment en santé et en éducation, et qu'elles investissent dans les infrastructures qui relèvent de leurs compétences. Or, à cause du ralentissement qui s'annonce, les provinces devront résoudre la quadrature du cercle pour continuer à offrir tous les services publics essentiels sans devoir sabrer les programmes. Il sera sans doute inévitable d'inscrire un déficit si les revenus ne sont pas au rendez-vous.

En revanche, il ne sert à rien d'en faire plus pour épater la galerie, les effets positifs à court terme étant très limités et aussitôt annulés par les conséquences désastreuses d'une explosion de la dette, dont les intérêts réduisent la part des revenus disponible pour les programmes.

La stratégie sur laquelle les provinces devraient s'entendre, lundi, c'est de convaincre Ottawa de jouer pleinement son rôle de régulateur de la conjoncture, d'abord en maintenant ses transferts et ses dépenses aux niveaux prévus, ensuite en créant des programmes de soutien du revenu des ménages touchés par la crise et de stimulation de l'activité économique.

Réussir cette opération serait déjà beaucoup, compte tenu de l'entêtement idéologique d'un gouvernement conservateur qui a promis d'équilibrer les comptes malgré les prévisions qui parlent d'un déficit d'au moins 10 milliards l'an prochain à Ottawa.

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS
Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

LETTRES

La politique, de père en fils

À lire les journaux, on jurerait que la politique est une maladie consanguine. N'osant pas utiliser le mot «népotisme», on dit que ce candidat-ci a *«la politique dans le sang»*. À moins que mes vieux livres de biologie humaine soient dépassés et qu'on ait récemment découvert un gène qui prédispose à devenir politicien, je reste convaincu que la politique ne se transmet pas vraiment de père en fils, sur la pointe gauche du chromosome Y.

Pardon, MM. Bernier, Trudeau, McKay et Dufour, oubliez ce qu'ont pu vous dire les chamans. Vous n'êtes pas porteurs d'un gène malicieux. C'est le système politique qui est malade: le taux de participation souffre d'anémie. En voilà une vraie maladie du sang!

Le népotisme et l'intérêt public en chute libre reflètent un seul problème: les partis n'ont pas de comptes à rendre au public, à moins qu'ils soient au pouvoir. Et même là, un vote tous les quatre ans, ce n'est pas un véritable exercice de confiance, surtout si vous pouvez vous acheter de la pub à n'en plus finir à coup de millions de dollars. Les seuls comptes à rendre le sont au parti lui-même et à ceux qui ont un impact sur vos finances.

Offrir un comté tout cuit dans le bec au fils à papa, qui n'a rien à son compte à part sa génétique, n'est pas un signe de prédisposition, mais un remerciement fait à l'interne. C'est une soumission au système de pouvoir qui prévaut au sein du parti. Quand Nicolas Dufour dit aux journalistes qu'il croit que les jeunes sont intéressés par la politique, mais pas nécessairement par les partis, il frappe juste. Tellement juste même qu'il se donne quasiment un œil au beurre noir. Un jeune qui a des idéaux et une vision, mais qui n'est pas dans la clique d'un parti, n'a pas le même accès à ces sièges déjà gagnés d'avance.

Pour nous guérir de notre apathie, il faut croire que le système peut réellement nous représenter. Intégrons le vote proportionnel pour augmenter l'espace accordé aux idées, quitte à réduire celle accordée aux fistons. Améliorons la transparence des partis en engageant un ombudsman national qui garantirait l'éthique des politiques internes des partis avant qu'on ne leur signe un chèque du fédéral. En bref, prescrivons-nous un anti-coagulant de proportionnelle et un bras de fer pour contrer d'un seul coup l'anémie et la prédisposition génétique.

Youri Cormier
Ottawa, le 16 octobre 2008

Bravo, Olivier D. Asselin!

Après avoir lu votre article *«L'aculture américaine»*, dans *Le Devoir* des 11-12 octobre (page Idées), je me sens très fière de vous et de nombreux jeunes de votre génération.

Dans la vingtaine, nous véhiculions beaucoup de ces idées par nos actions: appui à Armand Vaillancourt, manifestations contre «Gordon» qui disait qu'un *«Canadien-français»* ne pouvait être président du CN, contre la guerre du Vietnam par un sit-in devant le parlement, manifestations pour les écoles françaises à Saint-Léonard, appui culturel aux Nuits de la poésie, etc.

Mais, à 30 ans, nous sommes rentrés dans le moule de la société. Ce que j'admire chez vous, c'est que vous continuez, à cet âge, vos nombreuses actions pour aider à bâtir une meilleure société. Bravo, Olivier D. Asselin, qu'on confond parfois avec l'autre Olivier Asselin, également réalisateur, mais avec plus d'expériences parce que plus âgé que vous.

Ne lâchez pas! Continuez à nous brasser!

Marie Poulin
Le 15 octobre 2008

Seul dans l'adversité

Je pensais à la solitude du chef seul face à lui-même. C'est là qu'on compte les vrais amis. Ces inconditionnels qui sont notre dernier secours, notre dernier recours. Ceux qui sont là par leur présence et qui installent autour de nous la paix, la sainte paix. Ceux qui ne jugent pas et qu'on n'entend pas la gorge chaude dans les médias. En fait, je pense aux vrais amis, à ces compagnons de la nuit qui seront là quoi qu'il arrive. Je pense à Stéphane Dion. Au drame qui l'habite. Mais aussi au dernier carré de fidèles, commençant par sa femme et sa fille. Après tout ce travail, on doit se sentir doublement coupable. Je pense à lui, même si je ne suis pas l'un de ses partisans. C'est l'humain qui prime. Le reste importe peu. Alors bon vent, bonne route, M. Dion. La vie commence demain.

Jean Malavoy
Gatineau, le 16 octobre 2008

Faible taux de participation

Cette année, seulement 59,1 % des Canadiens sont allés voter. C'est le plus faible taux jamais enregistré aux élections fédérales. À mon avis, plusieurs personnes ne se sont pas présentées au bureau de vote mardi dernier par simple désintérêt de la chose. En huit ans, quatre élections fédérales ont eu lieu, alors qu'il aurait dû y en avoir seulement deux. Les gens, selon moi, y accordent donc beaucoup moins d'importance qu'auparavant. Effectivement, voir les chefs se disputer comme des enfants, tous les deux ans maintenant, et entendre sans cesse parler dans les journaux et à la télévision de chaque perte et gain de chacun peut devenir lassant pour les électeurs. De plus, cette année, la victoire des conservateurs était prévisible, ce qui a pu rendre les gens indifférents aux discours de chaque candidat dans la course. Plusieurs Canadiens se sont donc abstenus de voter.

Camille Morin, 18 ans
Saint-Jacques de Montcalm, le 16 octobre 2008

REVUE DE PRESSE

Les nouvelles batailles

Manon Cornellier

Il a fallu moins de 48 heures, après la lecture des résultats électoraux de mardi, pour que la clameur se lève. Dans une rare unanimité, éditorialistes et chroniqueurs ont lancé le même conseil au chef libéral Stéphane Dion: *«Partez.»* Même le *Toronto Star*, qui l'avait appuyé, lui a dit que ce serait une erreur de s'accrocher. Stephen Harper a toutefois eu aussi droit à sa dose d'avertissements.

«Dion est un homme honorable et intelligent qui a été injustement caricaturé dans les publicités négatives des conservateurs, mais, comme leader politique, il a des lacunes qui se reflètent dans ces résultats. [...] *Avec un score semblable, Dion ne mérite pas une seconde chance.»* Le quotidien prévient que son parti sombrera dans la zizanie si Stéphane Dion reste à sa tête, et lui-même sera taillé en pièces sur la place publique pour finir humilié. *«Il vaut mieux pour lui se retirer volontairement au cours des prochaines semaines.»* Mais le *Star* souligne qu'il ne doit pas porter seul le blâme. Son parti dérive depuis un moment et a le devoir de se renouveler et de se reconstruire, une tâche difficile mais nécessaire et toujours possible. Quant au chef conservateur, il a l'obligation de changer d'attitude et de se montrer plus coopératif, comme le souhaitent les Canadiens. *«Sa partisanerie a effrayé des électeurs qui ont montré leur crainte de lui accorder une majorité, avec les excès qui peuvent l'accompagner.* [...] *Encore une fois, les conservateurs se retrouvent en période d'essai.»* Ils se doivent de le comprendre.

Le *Globe and Mail* fait écho au *Star* en invitant Dion, *«un homme décent et intelligent»* qui a multiplié les erreurs, à quitter immédiatement la direction d'un parti qui ne l'a jamais vraiment adopté et qui se doit de se renouveler. À M. Harper, le *Globe* dit que l'absence de majorité pour son parti peut seulement être interprétée comme *«une défaite personnelle»*. *«Il y a là pour lui matière à réflexion. Il a choisi de bâtir son parti autour de sa personne, négligeant de suivre l'exemple des premiers ministres du passé qui ont établi des coalitions nationales en partageant la scène avec des membres forts et dotés d'autorité et de crédibilité dans leurs régions. Cette stratégie a été un échec, avant tout à cause de la personnalité de M. Harper. Son flair stratégique et tactique doit être mis en doute à la lumière des nombreuses erreurs survenues durant cette campagne* [...] *qui ont renforcé plutôt qu'atténué l'hésitation des électeurs à lui accorder une majorité.»*

Le chroniqueur du *Globe*, Lawrence Martin, va jusqu'à prédire que le chef conservateur ne dirigera pas son parti lors de la prochaine élection. Rob Granatstein, du *Toronto Sun*, pense lui aussi que Harper ne mérite pas une autre chance parce que c'est lui qui a échoué.

Tous sous la loupe

Bob Hepburn, du *Toronto Star*, pense qu'à part le chef bloquiste Gilles Duceppe, tous les chefs ont perdu au change le jour du vote. *«Leur performance électorale devrait en fait soulever des questions à propos de leur avenir à tous»*, et pas seulement Dion. La chef des verts, Elizabeth May, n'a fait élire aucun député mais a peut-être contribué à faire élire certains conservateurs en accentuant la division du vote. Le chef du NPD, Jack Layton, n'a pas réussi à faire les percées qu'il souhaitait contre Dion ou Harper: malgré un nombre accru de sièges, son appui populaire a à peine bougé. Quant au chef conservateur, il devra expliquer comment il a été incapable d'obtenir une majorité contre un chef aussi faible que Dion, une occasion qui ne se représentera peut-être pas de nouveau. *«Pour cette raison, on peut avancer qu'il est le plus grand perdant.»* Selon Hepburn, la question pour les conservateurs est la suivante: *«Combien de fois laisseront-ils Harper les mener dans une élection, alors qu'il est clair que la majorité des Canadiens ne veulent pas de lui à la tête d'un gouvernement majoritaire?»*

Selon Don Martin, du *National Post*, Stephen Harper doit aussi prendre note du message des électeurs: *«Faites en sorte que ce troisième gouvernement minoritaire fonctionne. Sinon...»* Cela veut dire que le ton conciliant adopté le lendemain du vote doit durer au-delà des premières heures de réjouissances. Ces élections, dit Martin, ont donné une leçon d'humilité à tous les partis, et les Canadiens ont montré qu'ils ne voulaient pas de politiciens aveuglés par la partisanerie au point de refuser toute idée émanant de l'extérieur de leur formation.

Bouder les urnes

Barbara Yaffe, du *Vancouver Sun*, pense pour sa part que le faible taux de participation et les résultats de mardi devraient amener les Canadiens à s'interroger sur la qualité des chefs qui nous gouvernent. De leur côté, les chefs ont le devoir, selon elle, de faire leur examen de conscience. Stephen Harper, pour comprendre les raisons de sa performance au Québec. Dion, pour prendre acte du désastre vécu par son parti et faire ce qu'il se doit, se retirer immédiatement. Layton a mis la barre haut en prétendant vouloir être premier ministre, et il doit maintenant accepter d'être jugé à cette aune. May doit se demander si diviser le vote n'a pas l'effet contraire à ce qu'elle recherchait, défaire les conservateurs.

Daphne Bramham, du *Sun* également, note que la montée des verts a bien servi les conservateurs, mais que c'est la présence continue du Bloc qui rend particulièrement difficile la formation d'un gouvernement fédéral majoritaire. Mais elle ne l'en blâme pas. Son emprise sur le Québec s'explique, dit-elle, par l'incapacité des autres partis de répondre aux attentes des Québécois. Cette réalité n'a pas échappé au *Edmonton Journal*. Selon le quotidien, ces résultats confirment que Stephen Harper s'est nui en déviant de son message, que son caucus québécois est faible et que le PC reste une espèce fragile au Québec.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Les cocus conservateurs

JEAN-MARC LÉGER ET CHRISTIAN BOURQUE
Respectivement président et vice-président à la recherche chez Léger Marketing

Toutes les conditions gagnantes étaient réunies en début de campagne pour l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire. Pourtant, ils n'ont obtenu que 17 sièges de plus, restent minoritaires et troisièmes au Québec. Ils sont les seuls responsables de leur courte victoire, comme le démontre notre nouveau sondage Internet à la sortie des urnes (*exit poll*, sondage Internet auprès des électeurs avec 4524 répondants).

L'électeur est un être fragile, impulsif, versatile, subtil et nettement plus stratégique qu'avant. Il faut savoir le cajoler, lui donner de l'espoir, l'accompagner et le surveiller si vous ne souhaitez pas qu'il vous soit infidèle. Les cocus conservateurs viennent de l'apprendre à leurs dépens.

Des électeurs plus impulsifs

Les électeurs sont de plus en plus sceptiques face aux partis politiques. Plus de 70 % ne croient pas aux promesses électorales et 84 % ne font pas confiance aux politiciens. Mais une nouvelle tendance a émergé au cours des dernières campagnes électorales nord-américaines: les électeurs attendent à la toute fin de la campagne pour faire leur choix final.

Ceux qui affirment que les campagnes électorales ne servent plus à rien sont désabusés ou mal renseignés. Seulement 46 % des électeurs avaient pris leur décision finale avant le début de la campagne et les autres Québécois ont procédé par élimination.

Nous avons toujours cru qu'il y avait trois moments magiques dans une campagne électorale où l'électeur est plus réceptif aux arguments des politiciens. En effet, 17 % des gens font leur choix dans les premières 48 heures, 11 % dans les 48 heures suivant le débat et 12 % au cours du dernier week-end. (Voir le tableau 1)

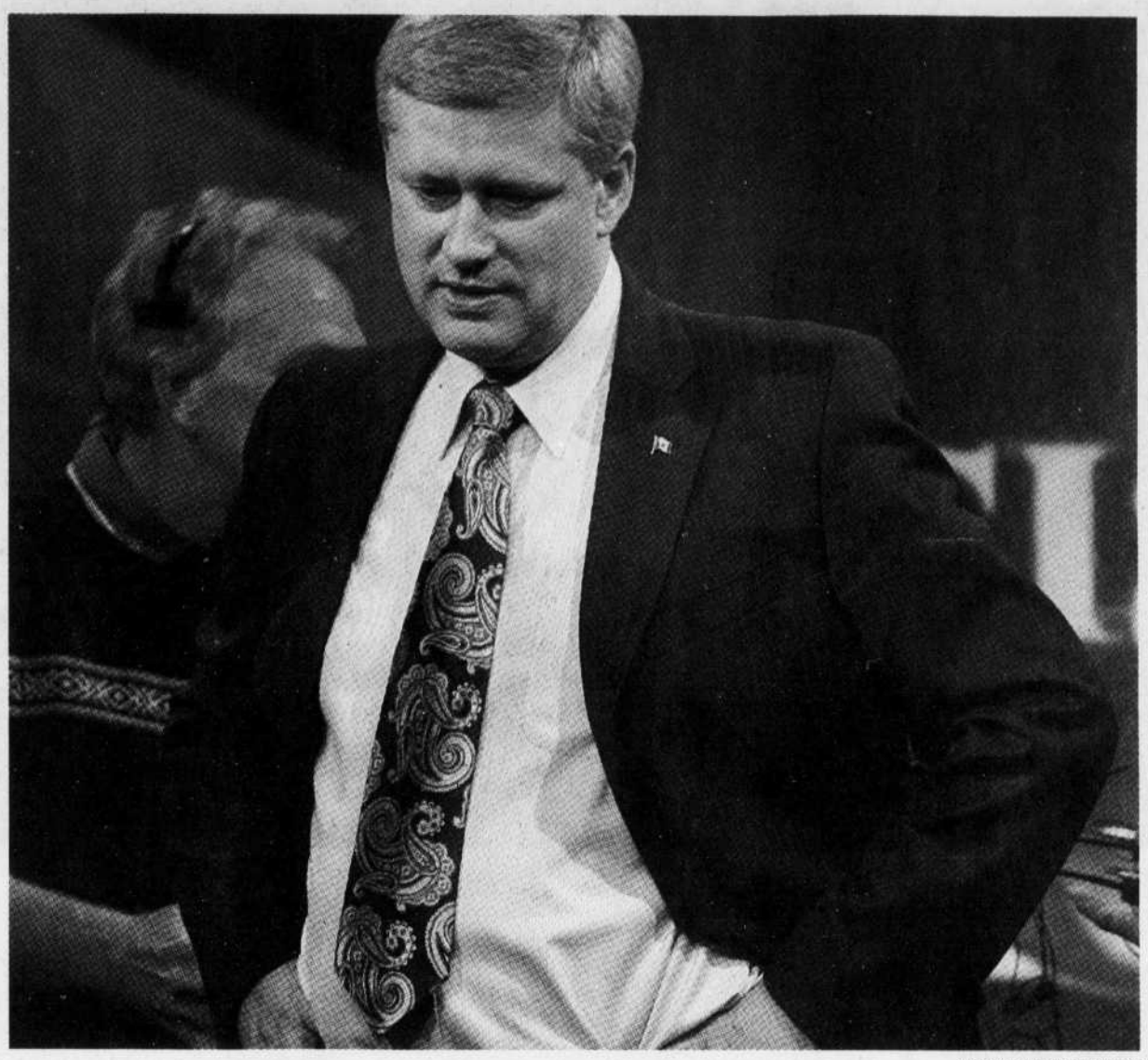
Dernière journée

Mais il y a maintenant un quatrième moment stratégique où les politiciens peuvent encore convaincre l'électeur, et c'est la dernière journée. C'est un nouveau phénomène que nous avons observé durant la campagne de 2008, alors que 14 % des Canadiens ont fait leur choix final au cours de la dernière journée, dont 6 % dans l'isoloir même. Cette tendance semble encore plus prononcée au Québec, où 20 % des électeurs ont pris leur décision au cours de la dernière journée, dont 9 % dans l'isoloir. Ce ne sont plus seulement les dernières heures qui comptent mais aussi les dernières minutes avant le vote.

Dix pour cent des conservateurs, 13 % des libéraux, 17 % des bloquistes, 18 % des néo-démocrates et 18 % des verts ont fait leur choix final au cours de la dernière journée.

Plus versatile

Au cours de cette campagne, plus de quatre électeurs sur dix nous ont avoué qu'ils pouvaient changer d'idée. Par exemple, le vote du Bloc est passé de 30 % en début de campagne à 38 % au final, soit une hausse de 27 %. Cette montée est liée à sa campagne agressive contre le Parti conservateur puisque 36 % des supporters du Bloc ont d'abord voté contre les conservateurs, alors que 64 % ont plutôt voté en faveur des positions du Bloc. (Voir le tableau 2)



CHRIS WATTIE REUTERS

Ce sont les positions du Parti conservateur sur les questions morales, l'environnement et la crise financière qui ont incité les Québécois à voter contre lui.

TABLEAU 1 - SONDAGE POSTÉLECTORAL CANADA

Quand avez-vous fait votre choix final?	%
Avant le début de la campagne	46
Avant le débat	17
Juste après le débat	11
Ce week-end	12
Aujourd'hui (le 14) avant d'aller voter	8
Dans l'isoloir	6

TABLEAU 2 - TENDANCE DES SONDAGES LÉGER MARKETING AU QUÉBEC

	Avant la campagne (3 sept)	Début de campagne (18 sept)	Pré-débat (29 sept)	Fin de campagne (10 oct)	Résultats officiels (14 oct)
Bloc	30%	32%	33%	37%	38%
PLC	30%	20%	23%	24%	24%
PC	23%	34%	26%	23%	22%
NPD	11%	9%	12%	12%	12%
Vert	5%	4%	5%	4%	4%
Autres	1%	1%	1%	1%	1%

TABLEAU 3 - LES FACTEURS INFLUENÇANT LE VOTE DES ÉLECTEURS

Facteurs d'influence	Canada (%)	Québec (%)
Économie et la crise financière	21	10
Environnement et changement climatique	13	12
Questions morales (avortement, jeunes contrevenants, mariage gai)	12	14
Aide aux familles	5	5
Garder le Canada uni	4	7
Baisse de taxes	4	2
Souveraineté	3	12
Compressions dans le domaine de la culture	3	6
Loi sur les jeunes contrevenants	3	2
Aide aux travailleurs	1	1
Autres	26	24
Ne sait pas	5	5

Plus subtil

À l'inverse, le vote conservateur a grimpé jusqu'à 34 % au Québec en début de campagne et s'est effondré à 22 % le jour du vote, une baisse de 35 %. Notre sondage démontre qu'il y a plus qu'un enjeu dans une campagne électorale et que les compressions dans le domaine de la culture n'ont influencé que 6 % des électeurs au Québec.

Ce sont davantage les positions du Parti conservateur sur les questions morales, l'environnement et la crise financière qui ont incité les Québécois à voter contre le PC. Ainsi, 17 % des électeurs bloquistes ont choisi de voter contre le PC à cause de ses positions morales alors que seulement 9 % des électeurs conservateurs ont choisi ce parti justement sur la base de ses valeurs morales. (Voir le tableau 3)

Plus stratégique

Alors que plus de 40 % des Canadiens à l'extérieur du Québec ont voté pour les conservateurs, 78 % des Québécois ont voté contre ce parti. La stratégie bloquiste a fonctionné. Gilles Duceppe a bien résumé le sentiment québécois général: *«Je ne suis tout de même pas responsable de l'impuissance des autres partis.»* C'est simple, les Québécois ne demandaient qu'à aimer les conservateurs, mais ces derniers n'ont pas été assez aimables.

Pour obtenir les résultats qu'ils n'ont jamais eus, les conservateurs devront faire ce qu'ils n'ont pas fait depuis Brian Mulroney: être moins conservateurs et plus progressistes.

Le Rwanda et l'avenir de la francophonie

LUC-NORMAND TELLIER
Professeur à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM et vice-président de l'APERAU internationale

Je reviens du Rwanda. J'y ai enseigné de 1964 à 1966, aussi en 1977 et en 1978, j'y suis retourné en 1996, puis maintenant en 2007. J'ai été le tout premier citoyen canadien dans l'histoire à travailler à Kigali. Je me targue de faire partie du peu de Canadiens laïques qui connaissent bien ce pays. À titre de vice-président d'un organisme officiel de la francophonie (l'APERAU, Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme), je m'inquiète grandement des conséquences de ce qui se passe là-bas pour la francophonie.

Le 24 novembre 2006, le Rwanda a annoncé la rupture de ses relations diplomatiques avec la France. Cette mesure a pris effet le 27 novembre. Entre ces deux dates, tous les coopérants et tous les diplomates français ont dû quitter le territoire rwandais. L'École internationale française a été fermée de même que le centre culturel français. [...]

Ce qui se passe au Rwanda est lourd de conséquences pour la francophonie mondiale. Actuellement, le français recule partout au Rwanda, surtout au niveau de l'éducation supérieure. Les recteurs et vice-recteurs sont presque tous anglophones (j'en ai rencontré plusieurs). À l'Université nationale du Rwanda, les réunions se font maintenant le plus souvent en anglais.

Au suivant!

Après le Rwanda, ce sera sans doute le Burundi qui passera à l'anglais, puis rien de moins que la République démocratique du Congo, le plus grand pays francophone d'Afrique sub-saharienne. Le président Kabila actuel est d'ailleurs plus à l'aise en anglais qu'en français.

Le Rwanda est un pays qui exerce une grande influence en Afrique noire aujourd'hui. Disons seulement que Kigali, qui ne comptait qu'environ 7000 habitants en 1964, quand j'y suis arrivé, en compte maintenant 800 000 et plus. C'est l'une des villes les plus belles, les plus propres et les plus sûres de l'Afrique noire. C'est aussi une ville riche où la richesse est détenue par des Africains et non par des Blancs (c'est la principale différence avec le Rwanda de ma jeunesse).

En outre, les nombreux coopérants étrangers qui jouaient un si grand rôle sous Habyarimana sont presque tous disparus. Ils ont très souvent été remplacés par des Rwandais rentrés d'exil.

Enfin, les universités sont en pleine croissance au Rwanda. Leurs professeurs sont le plus souvent des Rwandais, souvent revenus d'exil, et rarement des Blancs. Les collèges aussi se multiplient. Tout le domaine de l'éducation est en grande effervescence.

Sauver la francophonie

Cela dit, dans plusieurs régions rurales, la pauvreté que j'ai pu observer rappelle celle de 1964. Le Rwanda est un pays de plus en plus surpeuplé. Sa population était de 2,5 millions en 1964; elle est de huit millions aujourd'hui, et cela, ce n'est pas la faute de Kagame. Au contraire, la limitation des naissances, autrefois taboue, est enfin à l'ordre du jour. En dehors des parcs nationaux, toutes les collines sont occupées jusqu'à leur sommet.

Ne viennent au secours du français au Rwanda ni la Belgique dominée par les Flamands, le plus souvent francophobes, ni le Canada à très forte majorité anglophone.

La seule politique intelligente des pays francophones au Rwanda consiste à reconnaître les torts de l'Etat français dans le génocide rwandais, à convaincre la France de présenter des excuses (infiniment moins coupables, la Belgique et les États-Unis l'ont fait), à cesser de pointer comme coupable du génocide le seul et unique pouvoir qui s'y soit opposé (soit le Front patriotique) et à tenter de sauver ce qui reste de la francophonie au Rwanda.

Dans la tourmente d'une crise

DENISE BOMBARDIER

Pour dire vrai, ce Sommet de la Francophonie qui se tient actuellement à Québec, et où sera abordé l'avenir du français dans le monde, apparaît en porte-à-faux dans le contexte de la crise économique mondiale. On sait que les nombreux chefs d'Etat et de gouvernement seront davantage tentés de discuter de la situation économique que d'autres problèmes, importants certes, mais dont les solutions sont en partie tributaires de la santé de l'économie mondiale.

Dans ce contexte, la présence en coup de vent du président de la France prend un sens non seulement politique, mais aussi symbolique. Quand la récession s'annonce, avec les conséquences dévastatrices que cela peut avoir dans les pays dont on dit, pour être politiquement correct, qu'ils sont émergents, alors que la plupart sont au contraire en instance d'immerger au moindre affaiblissement des pays riches, les discussions sur l'avenir de la francophonie apparaissent quelque peu en décalage avec la réalité telle que vécue par les populations concernées.

En rognant sur le temps consacré au Sommet de Québec, entre autres à la discussion sur l'avenir du français, pour aller rencontrer le président des États-Unis à Camp David, Nicolas Sarkozy — qui assume également la présidence du Conseil européen, ne l'oublions pas — établit son échelle de valeurs et choisit son camp, c'est le cas de le dire. On peut cependant s'étonner qu'il se rende auprès du président sortant, dont on sait qu'il n'aura rien à dire pour la suite des choses. Une rencontre avec les deux candidats à l'élection présidentielle aurait sans doute été plus pertinente. Cela dit, en mobilisant son premier ministre, François Fillon, présent à Québec, Nicolas Sarkozy ménage les susceptibilités de plusieurs.

Mais il est clair que la période actuelle n'est ni faste ni propice aux grands débats sur l'avenir de la francophonie. L'Organisation internationale de la francophonie (OIF), dont le financement est tributaire de celui des États membres, la France au premier chef et dans une bien moindre proportion le Canada, la Belgique et le Québec, l'Organisation, donc, s'applique à défendre la francophonie à travers la planète, mais sa visibilité demeure faible, hélas.

Ceux qui ont consacré leur vie à promouvoir la langue française et son rayonnement sont souvent à bout de souffle quand ils n'ont pas le sentiment d'être à contre-courant. Ce combat ne peut se dérouler que dans l'enthousiasme et la conviction. Or on a souvent assisté à des colloques où les participants francophones se sont acharnés à attaquer la France, son colonialisme passé et, par voie de conséquence, son impérialisme culturel.

C'est ainsi que s'est installé dans l'esprit de certains le désir de détourner l'OIF à leur profit (et cela, enrobé souvent dans un discours idéologique) sans se soucier de la raison même de son existence. Avec comme conséquence le maintien en son sein de pays membres qui ne sont ni francophones ni francophiles, mais qui voient là une autre occasion de recevoir des prébendes rebaptisées programmes d'aide. Pour parler crûment, trop d'États membres sont indifférents au rayonnement du français dans le monde. On en veut pour preuve la décision du Rwanda, pays membre, de faire de l'anglais la langue de l'école et de l'administration au détriment du français, langue d'usage à ce jour. Pourquoi l'OIF, qui défend la diversité culturelle et linguistique, devrait-elle le faire au détriment de sa langue commune, le français?

Mais qui croit vraiment de nos jours que le français demeure un atout pour l'humanité? Il n'y a qu'à regarder l'état du français en France. L'anglicisation de la langue se poursuit sans entrave. Seuls des croisés à l'esprit missionnaire, tel l'écrivain Claude Duneton, et quelques autres irréductibles osent dénoncer publiquement cette érosion. *«C'est ce qu'on a mis en "cover"»*, déclarait une directrice de magazine l'autre soir sur TV5. *«En couverture»*, l'a reprise son voisin, un acteur. Elle l'a regardé ahurie. Il a répété: *«En couverture, en couverture.»* *«O.K.»*, a-t-elle répliqué avec condescendance en ayant l'air de penser: *«Pov' type, si ça te fait plaisir!»* L'anecdote donne l'exacte mesure d'un sentiment non quantifiable mais éminemment répandu en France.

Au Québec, l'anglicisation se retrouve présente dans tous les secteurs d'expression. Avec en prime une intolérance envers la moindre correction langagière. La réduction des niveaux de langage contribue à cette détérioration tant niée par les nombreux démagogues de la langue qui œuvrent dans les médias et les salles de classe. Si l'on semble ici loin du Sommet de la Francophonie, il s'agit d'une illusion d'optique. À quoi sert à l'avenir un organisme mondial de la francophonie si la défense de la langue commune est au dernier rang de ses préoccupations? Le réchauffement climatique, la dégradation de l'environnement, les inégalités sociales, le racisme, ces thèmes débattus pendant les sommets précédents et celui du week-end à Québec montrent bien la difficulté de maintenir les préoccupations culturelles dans une actualité entièrement axée sur l'incertitude.

Qu'importent les statistiques universitaires, les quantités de publications officielles, les colloques institutionnels, à l'abri du regard populaire, la francophonie sera une réalité artificielle si les amoureux de la langue la désertent, si les populations s'en fichent, si les défenseurs de la diversité culturelle ne saisissent pas que dans quinze ans l'Afrique, avec sa population d'un milliard de personnes, communiquera dans la langue de ceux qui l'auront alphabétisée. N'est-ce pas une des tâches majeures de cette organisation, dont on peut penser qu'elle deviendra folklorique avec le recul du français?

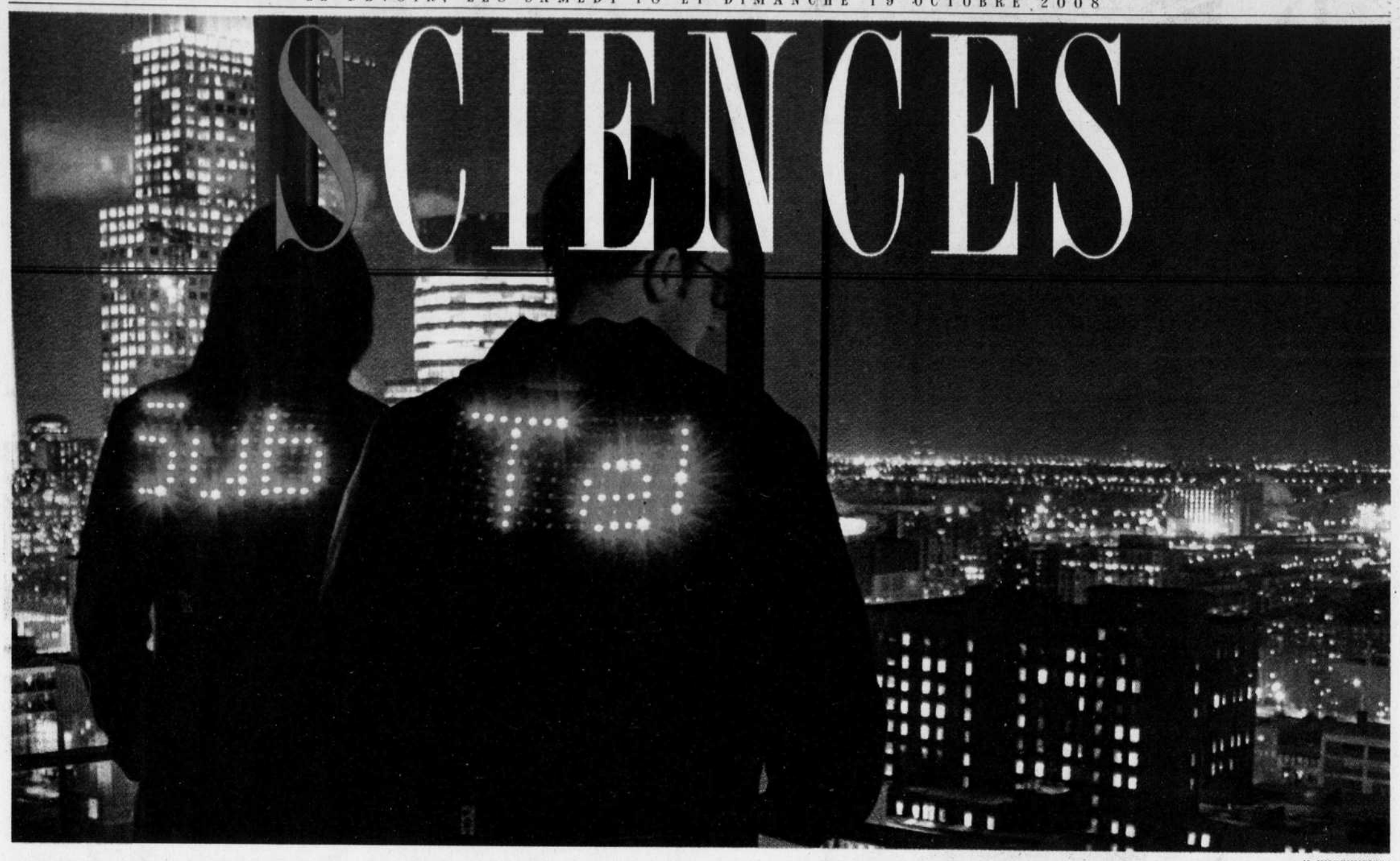
Parler en français est aussi un acte politique. Les Québécois le savent depuis toujours. C'est pourquoi on retrouve ici des combattants infatigables. Toute manifestation francophone a un sens, mais il faudrait éviter que du Sommet de Québec les Québécois ne retiennent que les défilés de limousines dans les rues de la capitale sous haute escorte.

denbombardier@videotron.ca

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire *(adjoint au directeur de l'information)*, Marie-Andrée Chouinard *(éditorialiste, responsable de la page Idées)*, Stéphane Baillargeon *(général)*, Clairandrée Cauchy *(éducation)*, Jeanne Corriveau *(affaires municipales)*, Fabien Deglise *(consommation)*, Jean Dion *(sports)*, Louis-Gilles Francœur *(environnement)*, Pauline Gravel *(sciences)*, Brian Myles *(justice et faits de société)*, Louise-Maude Rioux Soucy *(santé)*, Alexandre Shields *(général)*, Philippe Papineau *(pupitre)* ; **information politique** : Michel David *(chroniqueur)*, Hélène Buzzetti et Alec Castonguay *(correspondants parlementaires à Ottawa)*, Antoine Robitaille et Robert Dutrisac *(correspondants parlementaires à Québec)*, Kathleen Lévesque *(reporter)* ; **information culturelle** : Michel Bélair *(théâtre et cahier Culture)*, Guillaume Bourgault-Côté *(reporter)*, Paul Cauchon *(médias)*, Frédérique Doyon *(reporter)*, Caroline Montpetit *(livres)*, Isabelle Paré *(reporter)*, Odile Tremblay *(cinéma)*, Paul Bennett *(pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end)*, Julie Carpentier *(pupitre)* ; **information économique** : Gérard Bérubé *(adjoint au directeur de l'information)*, François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Reny (pupitre) ; **information internationale** : Guy Taillefer *(adjoint au directeur de l'information)*, Serge Truffaut *(éditorialiste)*, Claude Lévesque *(reporter)*, Jean-Pierre Legault *(pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives)* ; Diane Précourt *(responsable des pages thématiques)* ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau *(photographes)* ; Michel Garneau *(caricaturiste)* ; Michèle Malenfant et Christine Dumazet *(correctrices)* ; Benoît Munger *(responsable du site Internet)*, Émilie Folie-Boivin et Vincent Cauchy *(commis Internet)* ; Amélie Gaudreau *(secrétaire à la rédaction)*; David Dumouchel et Étienne Plamondon-Émond *(commis à la rédaction)*. **DOCUMENTATION** Gilles Paré *(directeur)*, Manon Derome *(Montréal)*, Olivier Spéciel *(Québec)*, Monique Bhérer *(Ottawa)*. **PUBLICITÉ** Julie Chrétien *(directrice adjointe)*, Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Boilard, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaï, Mélisande Simard *(publicitaires)*, Sylvie Laporte, Martine Bérubé *(secrétaire)*. **PRODUCTION** Christian Goulet *(directeur de production)*, Olivier Zuida *(directeur adjoint)*, Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. **INFORMATIQUE** Yanick Martel *(administrateur Web)*, Hansel Matthews *(technicien informatique)*. **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Caroline Simard *(responsable service à la clientèle)*, Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers *(responsable promotion)*. **ADMINISTRATION** Stéphane Roger *(contrôleur)*, Nicole Carmel *(responsable des services comptables)*, Claudette Béliveau *(adjointe administrative)*, Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

SCIENCES



H. KHOSHNEVISS

Sur le dos des vestes, deux textes indépendants défilent à travers les rangées de diodes électroluminescentes (LED). Lorsque deux personnes se tiennent la main, le contact entre les manches de leur veste déclenche un nouveau message qui, cette fois, s'étend d'une veste à l'autre. La communication entre les deux vestes est assurée par des petits aimants cousus au niveau des poignets des manches. Lorsque les aimants se collent l'un contre l'autre, un commutateur détecte ce contact qui déclenche la communication sans fil entre les deux vestes, lesquelles transmettent alors un seul et même message. Barbara Layne a fait porter ces vestes à des danseurs. Le danseur improvise une réponse gestuelle au message qui est diffusé sur la veste de son partenaire. Dans le futur, la chercheuse aimerait que des spectateurs utilisent leur téléphone cellulaire pour modifier le message véhiculé par le danseur.

La révolution textile

Dans les labos des chercheurs se tisse tout un monde de création à partir de technologies nouvelles et traditionnelles

Des vestes affichant des messages lumineux qui évoluent au cours des rencontres. Des robes qui s'illuminent dans la pénombre, bougent au fil du temps ou génèrent de l'électricité à partir des mouvements du corps. Des tapisseries dont la palette de couleurs change en fonction de la température. Des tentures recouvrant des bâtiments en verre pour stabiliser la température intérieure. Alors que l'industrie du textile est en voie de disparition au Canada, au profit des pays en développement comme la Chine et l'Inde, la recherche sur les nouvelles technologies textiles, elle, est en pleine ébullition partout dans le monde, et particulièrement au Québec.

PAULINE GRAVEL

Dans le laboratoire Hexagram-Concordia situé dans le nouveau bâtiment intégré de génie, informatique et arts visuels de l'université Concordia, les créatrices-chercheuses Joanna Berzowska et Barbara Layne disposent d'un métier à tisser Jacquard qui leur permet de créer des tissus complètement nouveaux intégrant des composantes électroniques, voire des alliages à mémoire de forme. Au cours des dernières années, ces deux universitaires se sont donné comme défi de concevoir des vêtements «électroniques» qui soient souples et adaptés au corps.

Pour Barbara Layne, qui a récemment créé des vestes affichant des motifs ou des messages lumineux formés par l'agencement de diodes électroluminescentes (LED, pour Light-Emitting Diode), le but était de *«mettre au point un panneau d'affichage — habituellement rigide — qui soit souple et flexible, de telle sorte que le vêtement qui le contient soit confortable à porter. Pour ce faire, les composants électroniques doivent être complètement intégrés au tissu. Ils doivent se fondre dans celui-ci, pour des raisons d'esthétique autant que de confort.»*

Les composants électroniques peuvent être intégrés au tissu à l'aide d'une broderie, ou lors du tissage, voire du tricotage. *«La démarche est plus longue par le tissage, mais j'aime la poésie de cette technique qui repose sur l'axe des "x" et des "y", tout comme les panneaux d'affichage dont les éléments sont disposés horizontalement et verticalement»*, souligne Mme Layne, qui dirige le studio Sub Tela, un laboratoire de recherche sur la création en arts textiles. *«Plusieurs nouvelles technologies s'inspirent des principes de confection des textiles. Le métier à tisser Jacquard, par exemple* [qui est équipé d'un mécanisme sélectionnant les fils de chaîne à l'aide d'un programme inscrit sur des cartes perforées], *est considéré comme l'un des ancêtres du premier ordinateur.»*

Parmi ces composants qu'on rassemble dans le tissu pour former un circuit électronique figure d'abord une puce électronique qui joue le rôle de microcontrôleur ou de micro-ordinateur, un pilote (ou *driver*, en anglais) traduit les informations reçues du microcontrôleur et les communique au périphérique, et quelques petites résistances qui viennent doser la quantité d'électricité qui se rendra jusqu'à chaque composant. Une batterie alimente généralement en électricité le microcontrôleur, qui redistribue cette énergie électrique aux différents composants du circuit électronique.

Le tissu et le message

La créatrice peut modifier à volonté les messages qu'elle désire diffuser sur le tissu puisque les motifs qui s'illuminent sur les vêtements sont programmés sur un ordinateur externe qui transmet, par une technologie sans fil (*bluetooth*, en l'occurrence), les directives aux panneaux d'affichage tissés dans les vestes. *«Comme un textile traditionnel qui acquiert des témoignages du passage du temps, ces vestes peuvent nous renseigner sur le moment présent et leur localisation par les messages qu'ils véhiculent. Le textile n'est pas une matière inerte mais une surface vivante et active»*, affirme le professeur Layne.

Depuis une dizaine d'années, Joanna Berzowska dirige le XS Labs (XS, pour *extra-soft*) où elle conçoit des vêtements «électroniques» qui sont souples grâce à l'utilisation de fils conducteurs, d'encres conductrices et d'alliages à mémoire de forme. Bien qu'elle se soit surtout consacrée à la recherche de nouveaux matériaux, de nouvelles fibres et de méthodes de confection, Joanna Berzowska a récemment voulu créer une collection — intégrant ses découvertes — qui pourrait intéresser le monde de la mode. C'est ainsi qu'elle s'est alliée à la célèbre styliste modéliste britannique Di Mainstone pour son projet intitulé *Skorpions*, qui rassemble de véritables sculptures cinétiques qui ont leur propre animation. *«Je voulais faire des robes qui peuvent bouger et avoir leur propre personnalité, leurs propres traits de caractère»*, affirme la chercheuse, qui a effectué simultanément un baccalauréat en mathématiques et un autre en design, avant de décrocher une maîtrise au Media Lab du Massachusetts Institute of Technology (MIT), à Boston.

Deux universitaires se sont donné comme défi de concevoir des vêtements «électroniques» qui soient souples et adaptés au corps

Dans le projet *Skorpions*, Joanna Berzowska a utilisé un alliage à mémoire de forme nommé Nitinol. Composé de nickel et de titanium, cet alliage garde en mémoire une forme particulière qu'on programme en chauffant le matériau à très hautes températures. Les fils de nitinol qui ont été préalablement modelés dans une forme donnée peuvent ensuite être intégrés à des brins de laine ou simplement piqués à la surface du tissu. *«L'alliage à mémoire de forme peut ensuite être contrôlé par la chaleur. Quand on fait passer de l'électricité à travers le nitinol, la chaleur qui est générée fait bouger le matériel. On peut ainsi induire le mouvement qu'on désire provoquer, comme par exemple celui des pétales d'une fleur qui s'ouvrent et qui se referment, en chauffant l'alliage à des températures spécifiques. Le matériel reprend ensuite sa forme initiale»*, explique la créatrice-chercheuse.

Les fils conducteurs qu'utilisent Joanna Berzowska et Barbara Layne contiennent de l'argent, de l'acier inoxydable, de l'or ou du cuivre. Ces fils ont été surtout conçus pour l'aérospatiale, les applications médicales ainsi que l'industrie militaire. Avant de venir à Hexagram, Joanna Berzowska a réalisé quelques projets pour l'industrie militaire américaine. Elle a notamment développé des techniques permettant de tisser à l'intérieur des uniformes des antennes destinées à la communication entre les soldats, ou encore des capteurs biométriques conçus pour surveiller l'état de santé des soldats. Ces fils sont également utilisés pour fabriquer des tissus servant d'écrans protecteurs contre les ondes électromagnétiques qui sont très intenses dans l'espace. *«Et nous, on les utilise pour faire bouger des fleurs sur une robe!»*, lance la chercheuse.

Architecture

En collaboration avec des architectes, Joanna Berzowska conçoit aussi des systèmes de ventilation à base de tissus pour les bâtiments. *«Ces systèmes visent à contrôler non seulement l'entrée de l'air mais aussi de la lumière, et donc de la chaleur pendant l'été*, précise-t-elle. *L'architecture textile est un des sujets très chauds actuellement dans les congrès. Tout le monde parle de* soft building. *Le recours à des structures textiles dans la construction des bâtiments donnerait des qualités auxquelles on n'a jamais encore pensé, comme une meilleure tenue lors des tremblements de terre. On peut tirer, voire tordre les textiles sans pour autant les abîmer.»*

Avec l'architecte Mette Ramsgard Thomsen, de l'Académie royale des beaux-arts du Danemark, Joanna Berzowska a conçu une cloison murale dotée de volets de diverses formes qui pourraient être activés durant la journée en fonction du niveau d'ensoleillement et de chaleur à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment.

«Cette idée de cloison souple sur un bâtiment de verre recouvert d'un élément textile répond aux préoccupations environnementales de notre époque, fait remarquer la chercheuse. *Il est de notoriété que les bâtiments de verre sont très peu efficaces en matière de conservation d'énergie: toute la chaleur s'échappe à l'extérieur durant l'hiver et pénètre à l'intérieur pendant l'été. Cela requiert beaucoup d'énergie pour maintenir la température constante dans l'immeuble. On pourrait donc habiller ces bâtiments d'une robe fabriquée d'un textile auquel on aurait intégré des cellules photovoltaïques. Celles-ci pourraient créer de l'électricité en recueillant la lumière solaire.»*

Fascinée par les matériaux qui changent d'état, Joanna Berzowska a aussi travaillé avec des encres thermochromiques qui changent de couleur en fonction de la température. Elle a ainsi tissé une fresque représentant une foule à Cracovie, en Pologne. Les personnages avaient été imprimés avec une encre thermochromique, raconte la créatrice. *«On envoyait un courant électrique dans le tissu qui réchauffait les régions où étaient imprimés les personnages. Ce réchauffement rendait l'encre transparente et on avait ainsi l'impression que la personne disparaissait. Par cette œuvre, je voulais parler de la migration des populations.»*

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Avec ses petites fenêtres couvertes de volets qui se lèvent et se referment, la robe Eneleon s'inspire du principe de ventilation. Intégrés dans les petits volets, les alliages à mémoire de forme induisent leur mouvement lorsque l'électricité les traverse. Tous les fils conducteurs ont été très bien camouflés pour que le vêtement soit sécuritaire, car diffuser de l'électricité sur le corps présente un certain danger, rappelle Joanna Berzowska. Si quelqu'un renversait un bol de soupe très salée sur la robe — le sel est un très bon conducteur —, il pourrait peut-être se produire un court-circuit susceptible d'entraîner de légères brûlures.

Encres et électricité

Dans ce projet, Joanna Berzowska a pensé utiliser l'électricité pour réchauffer les encres thermochromiques en s'inspirant des couvertures chauffantes. *«Ces encres existent depuis les années 1960*, précise la chercheuse. *Elles sont constituées de molécules qui bougent et se réarrangent sous l'effet de la chaleur, ce qui fait qu'elles absorbent et reflètent la lumière d'une façon différente. Nous avons déposé un brevet sur cette méthode qui permet de contrôler l'encre avec l'électricité et la résistance du fil utilisé dans le tissage.»*

Joanna Berzowska s'intéresse aussi à l'électricité qui peut être générée par les mouvements du corps, comme avec une lampe de poche dynamo, par exemple. Avec le designer montréalais Eski, elle s'applique à concevoir des habits qui généreraient de l'électricité quand la personne qui les porte bouge. Cette électricité serait ensuite accumulée dans une batterie attachée au corps qui pourrait alimenter un diffuseur de musique ou un émetteur de lumière, par exemple.

«Au lieu de ne bouger que la main, comme avec la lampe de poche dynamo, nos habits permettront de récolter l'énergie générée par les mouvements de tout le corps», souligne Joanna Berzowska.

Le Devoir